No 40 du 18 octobre au 2 novembre 1978

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplément à *l'Humanité rouge* No 952

CHINE 78



Quels changements ?

Par une délégation de notre Parti de retour de Chine
(16 pages)

Sonacotra

La police contre les résidents

La police est intervenue, vendredi 6 octobre, contre les résidents des foyers Sonacotra de Gennevilliers dans le but d'expulser du foyer vingt-et-un d'entre eux. La police a volé les affaires de ces derniers. Cependant, grâce à la mobilisation des résidents, ceux-ci ont obtenu l'engagement d'un responsable de la Sonacotra de maintenir dans le foyer les vingt-et-un résidents menacés d'expulsion.

Ces résidents, tout comme les autres résidents, font la grève du loyer. Le lendemain, la Sonacotra portait plainte sous le prétexte mensonger que cet engagement avait été arraché sous la menace.

La police est également intervenue, lundi 9, au foyer Ampère de Massy. De nombreux policiers ont encerclé un bâtiment du foyer et ont bloqué les issues, interdisant aux résidents de sortir de leur chambre. Ils ont pris des photos dans le but de repérer soi-disant les « clandestins ».

Incapable de casser la grève dans les foyers, le pouvoir a de plus en plus recours à l'intimidation, à la provocation policière.

La lutte continue malgré les menaces.

Manifestation à Thionville contre la répression dans les foyers.





Larzac

Mobilisation contre les expulsions

150 tracteurs et 5 000 personnes ont répondu à l'appel des paysans du Larzac le dimanche 8 octobre. Il s'agissait de riposter aux arrêtés de « *cessibilité* » qui obligent deux communes à céder leurs terres à l'armée. Ces communes sont La Cavalerie et La Roque-Sainte-Marguerite. Dans six mois viendront les ordonnances d'expropriations qui concernent six familles. Mais il est évident que les choses n'en resteront pas là. D'autres décrets sont prévus afin de réaliser l'extension du camp militaire au détriment de cinquante familles du plateau.

Du 29 septembre au 3 octobre, douze paysans ont fait une grève de la faim pour relancer le soutien. Bientôt d'autres actions suivront. Tous unis pour faire échec aux expulsions.



Hausse des loyers

Un mauvais coup pour trois millions de travailleurs

Trois millions de travailleurs vont payer à partir du 1er janvier un loyer en hausse. Cela est la conséquence prévisible de la libération du loyer de certains types de logements : les loyers dits libres dont les augmentations étaient limitées ces dernières années et ceux de la catégorie 2B qui étaient réglementés par la loi de 1948.

La libération de ces loyers va certainement donner lieu à des hausses importantes. Déjà certains propriétaires exigent de leur locataire qu'ils s'engagent à payer pour janvier un loyer augmenté de plus de 20 %. Ce sont essentiellement les travailleurs qui feront les frais de ces hausses. Trois millions d'entre eux habitent en effet les appartements à loyer dit libre.

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Bimensuel du Parti Communiste Marxiste-Léniniste

Dans ce numéro

Editorial

Nouvelles intérieures

International

La France des luttes

Culture

Histoire

Dossier Chine 78





L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris Cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 3e trimestre 78
Directeur de publication
André Druesne

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Forest, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Pierre Marceau, Henri Mazereau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction et maquettiste :* Guy Lanrivain. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle.*

Un jeu politique en vase clos

La rentrée parlementaire a été marquée par l'entrée spectaculaire d'Edwige Advice, nouvelle élue PS, par les mises en garde sans lendemain du RPR et par la motion de censure annuelle du PS. Image même d'un jeu politique en vase clos.

La vie parlementaire est bel et bien figée. Figée dans le jeu stérile des déclarations parlementaires de la gauche et de la droite.

Une vie parlementaire figée

Le jour de l'ouverture, Chaban Delmas lit la motion de censure que présente le PS chaque année (sans résultat faut-il le préciser). Il est interrompu par les applaudissements de l'opposition, au moment qu'a choisi la députée socialiste nouvellement élue à Paris, Edwige Avice, pour faire son entrée...

On aurait pu attendre plus de discrétion de celle qui a été élue avec 36, 34 % d'abstentions et seulement 44 voix de plus qu'en mars.

Autre spectacle : les déclarations qui se voulaient inquiétantes du RPR : *« Nous craignons que le gouvernement ne soit en train d'échouer dans son œuvre de redressement économique. Nous craignons également que ses propos ne soient déphasés par rapport à la réalité dans le domaine de l'Europe, de la démographie et de la lutte contre l'inflation. »*

Mais quelques jours après, le RPR déclarait par la bouche de Chirac : *« Le moment n'est pas venu d'enlever sa chance à l'actuel gouvernement quels que soient ses erreurs et ses tâtonnements. C'est donc à une trêve que je convie nos compagnons députés et sénateurs. »* Et l'incident est clos.

Révolutions de palais impossibles

Si le jeu parlementaire est ainsi bloqué, s'il se réduit à quelques envolées oratoires, il y a à cela au moins trois raisons.

La première, conjoncturelle, c'est que la Constitution de la 5e République ne donne plus au Parlement que des pouvoirs très limités, comparés à ceux du président de la République élu au suffrage universel et nommant lui-même son gouvernement, comme l'a voulu De Gaulle.

La seconde est que le renforcement de la concentration monopoliste de notre pays, au niveau économique, va de pair, au niveau politique avec une concentration des partis. Il est fini le temps des petits partis, fini le temps des notables locaux « apolitiques » de la 4e République. Aujourd'hui, la politique bourgeoise se joue exclusivement entre quatre grands partis : l'UDF giscardien, le RPR gaulliste, le PCF et le PS.

La chute de Servan-Schreiber (radical de droite) comme le départ de Fabre (radical de gauche) marque la fin de ce courant qui fit plus d'une fois la pluie et le beau temps au Parlement avant 1958, le radicalisme. Les centristes de Lecanuet qui présentaient encore des candidats aux présidentielles il y a quelques années ont perdu beaucoup de leur autonomie et se sont ralliés à l'UDF. Le PSU, avec le départ de Rocard pour le PS, a perdu toute représentation parlementaire.

La concentration de la vie politique parlementaire aux mains de « quatre grands » rend impossible toute révolution de palais au sein du Parlement.

40 % d'abstentions

La troisième raison fondamentale qui fait que le jeu politique parlementaire est figé est que ce Parlement n'est pas l'endroit où se vivent les vrais conflits politiques.

Le parlement bourgeois a toujours été un champ clos. La vie politique, les contradictions de classe ne se vivent pas là. Elles se vivent dans les usines et les quartiers, par les luttes quotidiennes opposant clairement la classe ouvrière à la classe bourgeoise.



Chirac et De la Malène : « Le moment n'est pas venu d'enlever sa chance à l'actuel gouvernement. »



Edwige Alice fait son entrée au Parlement.

Ce fait devient de plus en plus évident à bien des gens. Une preuve parmi d'autres : les dernières élections législatives partielles. Même si elles revêtirent un caractère national en Lorraine ou à Paris, elles connurent des taux d'abstentions allant parfois jusqu'à 40 %... Même en Lorraine, où tomba Servan-Schreiber, le taux d'abstentions fut énorme. Fallait-il faire confiance à un député pour résoudre le problème du chômage qui frappe cette région sidérurgique ? Non, dirent des milliers d'électeurs. Ils n'avaient pas tort... puisque lors du débat à l'Assemblée sur le plan sidérurgique, il n'y avait que trente élus sur les bancs du Palais Bourbon ! Le lendemain, ils étaient au complet et le plan était voté...

Philippe LECLERC

LES LUTTES DANS L'ECOLE SONT JUSTES

C'est de l'école qu'est venu, en cette rentrée, un large mouvement de protestation et de lutte contre la politique de Giscard-Barre.

Après qu'on nous ait assuré sur tous les tons que les choses se passeraient bien, que la rentrée serait calme, il a bien fallu se rendre à l'évidence, il n'en était rien.

Tout d'abord, ce constat révoltant : les maitres sont au chômage tandis que les enfants manquent de maitres. Ce n'est pas acceptable. La réponse de Beullac *« Si vous voulez des maitres, vous n'avez qu'à payer plus d'impôts »*, résume assez bien, dans sa cynique simplicité, toute la philosophie du gouvernement. L'école, ce n'est jamais qu'une entreprise destinée à fournir des produits adaptés au marché capitaliste et cela au moindre coût. Les produits : une minorité promise aux plus hautes destinées hiérarchiques d'un côté, et de l'autre la grande masse des enfants appelés, comme leurs parents, à devenir les fantassins de l'économie. Cette entreprise qu'est l'Éducation nationale n'échappe pas à la recherche frénétique de rentabilisation qui inspire les hommes du gouvernement.

Cette rentabilisation, comme dans l'industrie, se fait au prix de la santé et de la sécurité des élèves. C'est la cas dans le technique, mais aussi ailleurs où les bâtiments sont construits au rabais.

Mais que la jeunesse soit ainsi maltraitée et sacrifiée, que le chômage se développe dans l'Éducation nationale, ni les élèves ni les enseignants ni les parents ne sont prêts à l'admettre sans broncher.

Calme, la rentrée ne l'a pas été.

NON AUX CLASSES SURCHARGÉES !
EMBAUCHE DES MAITRES-AUXILIAIRES
HYGIENE ET SÉCURITÉ
DANS LES ECOLES !
UN EMPLOI GARANTI A LA
SORTIE DE L'ÉCOLE !

C'est autour de ces revendications que des mouvements s'organisent et se développent aussi bien dans les maternelles que dans le primaire, dans le secondaire que dans le technique. Et cela, un peu partout en France.

Un des points forts de ces luttes réside dans la participation des parents. Ces parents, ce sont les travailleurs dont les enfants n'ont comme avenir que l'exploitation et le chômage. Tout est fait par la bourgeoisie pour les mettre à l'écart de l'école qui serait l'affaire de spécialistes, de « ceux qui savent ». Qu'aujourd'hui, travailleurs et enseignants, se retrouvent au coude à coude dans la lutte pour exiger des conditions d'étude décentes pour les enfants du peuple, voilà un gage pour la bonne orientation de ces luttes, un gage pour leur succès.

Pour que cette unité se consolide, la plus large démocratie est indispensable. C'est sur un pied d'égalité que parents-enseignants et élèves du secondaire et du technique doivent décider, dans des assemblées générales souveraines, des orientations et des modalités de la lutte. Il ne faut pas permettre à quelques-uns de décider à leur guise sans le contrôle et l'impulsion de telles assemblées démocratiques.

Quant aux formes d'action, elles dépassent bien souvent les simples protestations pétitionnaires ou les délégations pour devenir occupation, séquestration d'inspecteurs, de recteurs, etc. Et c'est bien. En effet, Beullac a beau les juger « intolérables » et « illégales », ce sont précisément ces méthodes qui permettent des succès.

Cependant, tous ces aspects positifs des luttes actuelles ne pourront véritablement s'affirmer pour conduire au succès que si l'on combat résolument ceux qui prêchent la modération et suscitent la division.

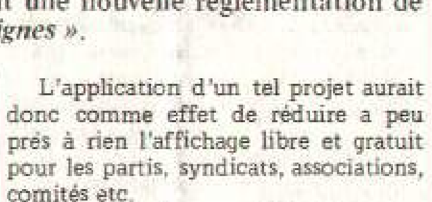
En effet, dans les états-majors des syndicats enseignants, aussi bien que chez les dirigeants du PCF, on s'active pour réduire la lutte à une simple manifestation de mécontentement, à une simple « bouffée de mauvaise humeur » contre le pouvoir.

Ces luttes dans l'école sont justes. La part de plus en plus active qu'y prennent les parents et les élèves du technique, c'est-à-dire la classe ouvrière, accentue leur caractère de lutte de classe contre le pouvoir. Ces luttes, nous appelons à y participer et à les développer.

Pierre MARCEAU

La démocratie française à l'oeuvre

Projet contre l'affichage libre



Parmi tous les projets de loi actuellement soumis à la discussion des élus de la nation, il en est un bien significatif de la *« démocratie française »* de Giscard et de la démocratie bourgeoise tout court. Il s'agit du projet définissant une nouvelle réglementation de la *« publicité extérieure et des enseignes »*.

Le projet de loi sur la publicité est un projet extrêmement vertueux qui part en guerre contre ceux qui défigure l'environnement. Il s'agit d'une nouvelle réglementation concernant tous les dispositifs publicitaires, toutes les affiches et enseignes quel que soit leur support, la nature et les auteurs des informations et du message transmis. C'est-à-dire qu'elle ne concerne pas les seuls *« Rouler Antar »* et autres *« Buvez Coca-cola »*. Sous couvert de *« protection esthétique du patrimoine architectural et des paysages »*, ce projet prend le contre-pied de la législation actuelle en matière d'affichage d'opinion.

L'affichage d'opinion

Jusqu'à présent « l'affichage d'opinion et le petit affichage informatif non commercial » sont autorisés partout *sauf* sur les édifices publics, monuments, etc.

C'est ce qu'on appelle l'affichage *« sauvage »* celui que nous pratiquons souvent pour diffuser les mots d'ordre et les appels du PCML. Un affichage aujourd'hui tout à fait légal qui deviendrait demain un délit si ce projet de loi est appliqué.

L'affichage interdit

En effet, selon le projet l'affichage serait interdit partout sauf sur des « panneaux réservés » que la municipalité aurait à charge d'installer.

Dans le même temps, la nouvelle réglementation instaurerait la responsabilité pénale des *bénéficiaires* d'un affichage sauvage désormais illégal.

Pour compléter le dispositif les agents de police municipaux, notamment, seraient habilités à verbaliser les infractions.

L'application d'un tel projet aurait donc comme effet de réduire a peu près à rien l'affichage libre et gratuit pour les partis, syndicats, associations, comités etc.

Bien entendu, une telle loi ne concerne pas les partis traditionnels. d'une part leur présence dans les mairies leur permettra d'utiliser à leur profit les nouvelles dispositions. D'autre part et surtout, les placards publicitaires style *« Je regarde la France dans les yeux »* ou *« Oui à la France qui gagne »* sont tout a fait à la portée des bourses des monopoles.

Il y avait déjà la confiscation de la liberté de la presse par quelques groupes liés aux grands partis bourgeois ! Maintenant il y aurait confiscation par les mêmes de la liberté d'affichage.

Comme on le voit la démocratie française avance à grands pas !

Des projets qui doivent être combattus

Mais tous ces faits révoltants et ces limitations des libertés qui doivent être énergiquement dénoncés et combattus sont-ils pour nous étonner ?

La démocratie dans notre pays soumise à la loi des patrons et des banquiers n'est rien d'autre qu'une démocratie pour les riches. Il en va du droit d'affichage comme du droit d'expression, de réunion etc.

Tout le monde a le droit de parler mais qui s'exprime à la télévision ? Voyez comment sont pourchassées les radios libres.

Tout le monde a le droit de se réunir mais qui dispose des salons, des hôtels et des châteaux ou se tiennent congrès et colloques ? Et qui même dispose des bâtiments municipaux ?

Dans notre pays, les droits démocratiques et les libertés sont les mêmes pour tous mais seul l'argent permet de les exercer. Pour le peuple, pour les simples travailleurs, il n'y a qu'un droit celui de se taire, qu'une liberté celle de se faire exploiter.

Pierre MARCEAU

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le projet a été adopté par les députés.

L'affichage visé est celui que nous pratiquons pour diffuser les mots d'ordre du PCML



Angleterre

Deux partis, une politique

Depuis près de soixante ans, la vie politique britannique est basée sur le système du bi-partisme. Travaillistes et conservateurs se relaient au gouvernement au gré des élections successives. Cette année, à peine le congres travailliste fermait-il ses portes à Blackpool que le congrès conservateur s'ouvrait à Brighton.

Pour l'un comme pour l'autre, il s'agit de préparer les élections législatives de 1979. Une particularité de ces élections : le petit parti libéral qui jusqu'ici parvenait à jouer les charnières grâce à un petit nombre de députés, mais indispensables pour former une majorité, risque bien de ne pas se relever du dernier scandale politique qui atteint son secrétaire général : celui-ci est accusé d'avoir voulu tenter de faire assassiner son « petit ami ». Les deux grands partis pourraient donc bien se retrouver face à face sans arbitre.

C'est sur la politique salariale du gouvernement et la limitation de la hausse des salaires à 5 % pour la troisième année consécutive que Callaghan vient de trébucher devant son propre parti, la base refusant la poursuite de cette politique. C'est exactement le même problème qui va faire le centre des débats du parti conservateur. Faut-il limiter les salaires à 5 % dans toutes les branches ou uniquement dans le secteur public, voilà le débat qui oppose Mme Thatcher à son second Monsieur Prior. La présidente du parti étant pour la seconde solution et Prior pour *« une application souple »* de la première.

Il devient d'ailleurs tellement difficile de voir une différence entre la politique du travailliste Callaghan, supposé être de gauche, et les conservateurs que Callaghan est surnommé par les Anglais *« Le meilleur premier ministre conservateur depuis longtemps. »*

Le parti conservateur a d'ailleurs dû revenir sur le principal aspect de sa politique qui le différenciait du gouvernement. Une frénétique campagne raciste et anti-immigration dans laquelle Madame Thatcher s'était engagée à fond. Ce sont des dizaines de milliers de Britanniques qui s'étaient mobilisés contre cette campagne raciste et qui l'ont finalement faite reculer.

Chômage et inflation en Europe

	Grande-Bretagne	France	RFA	Italie
Population (million)	56	53	61,6	56
Produit national brut par habitant (franc)	21 500	35 000	40 800	16 900
Croissance industrielle (base 100 égale 1970)	102	126	116	123
Inflation en 1977	15,9	9,5	3,9	18,4
Taux de chômage par population active	5,8	4,9	4,5	7,2
Jour de grève par population active	0,45	0,2	0,03	0,96

Les effets de la crise

Composée de l'Angleterre, de l'Écosse et du pays de Galle, la Grande-Bretagne, compte actuellement 56 millions d'habitants. Pays qui fut le premier grand pays capitaliste, le premier impérialisme mondial, la Grande-Bretagne a ressenti plus que les autres durement les effets de la crise actuelle de l'impérialisme. Dotés d'une industrie ancienne, les capitalistes britanniques se sont trouvés, ces dix dernières années, confrontés a un problème de modernisation qu'ils n'ont pas su résoudre et qui fait qu'aujourd'hui encore l'industrie britannique est celle qui a le plus bas niveau de productivité en Europe. Elle n'en reste pas moins la 6e industrie du monde, derrière la France et devant l'Italie, mais avec un taux de croissance industriel tellement faible qu'elle ne devrait pas garder très longtemps cette place.

La Grande-Bretagne compte beaucoup, pour les années à venir, sur ses gisements marins de pétrole et de gaz naturel, elle devrait, en 1980, attendre une complète indépendance énergétique.

Il n'en reste pas moins qu'avec un taux d'inflation de 15,9 en 1977 (24,2 en 1975) et un taux de chômage égal à 5,8 % de la population active, la Grande-Bretagne détient, avec l'Italie, de tristes records européens. Ces deux chiffres ont cependant une conséquence directe : malgré l'existence d'un syndicat de collaboration de classe tout puissant, le TUC, la classe ouvrière britannique s'est située en 1976 au second rang européen des journées de grève. Il faut dire que depuis mars 1976 et l'instauration du gouvernement travailliste Callaghan, l'augmentation des salaires a été bloquée à 5 % et ce, avec le plein accord du TUC. Dans la même période (1976-1977) l'inflation moyenne était de 16 % par an. C'est contre la reconduction de cette politique salariale du gouvernement que se battent aujourd'hui les ouvriers britanniques.

Les travailleurs refusent le «contrat social»

Cette dernière quinzaine aura été très mouvementée en Grande-Bretagne. Trois congrès, les deux grands partis et la puissante et quasi-unique centrale syndicale, le TUC. Au centre de ces trois congrès, la question salariale. Ce problème aura cette année rejeté loin derrière la question de l'Europe, question pourtant toujours épineuse en Grande-Bretagne.

Le problème est simple : pour la troisième année consécutive, Callaghan veut faire signer aux syndicats son « contrat social ». Il s'agit d'un accord de collaboration de classe signé entre le patronat, le gouvernement et les directions des syndicats et qui prévoit que les salaires ne pourront pas augmenter plus d'une fois dans l'année et de plus de 5 %, et ce, quelle que soit la hausse du coût de la vie.

C'est tout d'abord au congrès du syndicat TUC, dont la direction est très liée au parti gouvernemental, que la bombe a éclaté. A Ford, à Vauxhall, dans d'autres secteurs encore, les travailleurs disaient non à une nouvelle année d'austérité. Poussée par sa base, la fédération des mineurs, une des plus importantes, refusait. Finalement, c'est toute la base du syndicat qui s'opposait à une reconduction de ces accords, position ratifiée par tout le congrès.

Le 7 octobre, quelques jours seulement après, s'ouvrait le congrès du Parti travailliste, parti qui détient le pouvoir depuis 1974 et dont le président, James Callaghan, est premier ministre depuis mars 1976. Depuis cette époque, la politique salariale est la base même de l'action de Callaghan. Pour lui, il n'est pas question d'en changer. Et la nouvelle surprise, ce sont les deux tiers des mandats, là aussi sous la pression de la base, qui rejettent sa politique d'austérité. Sans le soutien des syndicats, désavoué par son propre parti, celui-ci n'en déclare pas moins vouloir poursuivre sa politique.

Or, voilà que le 10 octobre, un coup fatal semble bien avoir été porté, cette fois directement par la classe ouvrière britannique, à cette règle d'austérité : les directions de Ford et British Oxygen cèdent devant les grévistes et accordent des augmentations allant jusqu'à 15 %.

Il semble bien que, cette fois, il ne reste plus qu'une alternative au gouvernement britannique.


Assemblée générale pendant la grève

Ford :
Victoire des travailleurs

« C'est lundi 25 septembre que nous avons voté la grève ici, les trois mille de l'usine, mais dans d'autres villes, ils étaient déjà en grève depuis le 21, à Halewood, à Swansea, à Daventry, à Basildon. Maintenant, toutes les usines Ford sont en grève, et pour de bon ».

La scène se passe à Dagenham, dans la banlieue de Londres. A son tour, l'usine Ford vient de voter la grève en assemblée générale. *« Au début, ça a été dur, la direction syndicale ne voulait pas entendre parler de grève. Il faut se souvenir qu'il y a quinze jours encore, le TUC menaçait d'exclusion les sections qui se mettaient en grève contre la règle des 5 %. Chez Ford, ça a commencé par 6 500 gars, le lendemain il y en avait 15 000, alors les syndicats ont été obligés de suivre et d'appeler à la grève. De toute façon, on se serait passé d'eux s'il l'avait fallu, comme ceux de British Leyland, l'année dernière. Nous, ce qu'on veut, c'est un salaire correct. Depuis trois ans, avec le « contrat social » de Callaghan, on est coincé. Les patrons nous allongent 5 % tous les ans et ils sont tranquilles avec ça. Pendant ce temps, les prix, eux, ils grimpent toujours. C'est plus possible, on tiendra le temps qu'il faudra... ».*

Ils sont décidés, les ouvriers de Ford, et il y a de quoi. *« L'an dernier, à British Leyland, une grève éclatait sans le soutien des syndicats. Le gouvernement avait alors dû faire un pas en arrière. Le trust était « autorisé » à ne pas appliquer la règle des douze mois, c'est-à-dire une seule augmentation par an. Mais chez Ford, rien n'a changé, chez Vauxhall non plus, là-bas aussi la grève chauffe. De plus, cette fois, la situation est plus favorable. Les partis politiques préparent leur congrès en vue des élections de l'an prochain, les syndicats ont été obligés de se désolidariser du gouvernement. Callaghan aura bien du mal à faire passer son contrat social pour cette année. »*

Malgré les interdictions et les menaces de sanction du gouvernement, la direction capitulait le 10 octobre et donnait une augmentation de 15 %, beaucoup moins que ce qui était demandé, mais trois fois plus que ce qui était autorisé. En une quinzaine de jours, la grève lui avait coûté trente mille véhicules, à peu près un million de nouveaux francs par jour.

Une brèche était faite dans la règle des 5 % et Callaghan avait été mis en minorité dans son propre congrès sur sa politique salariale.

Serge FOREST

CLASS STRUGGLE★

POLITICAL PAPER OF THE REVOLUTIONARY COMMUNIST LEAGUE OF BRITAIN

LESSONS OF HARVEY'S STRIKE:

UNITE WORKERS' STRUGGLE TO BEAT OPPORTUNIST TRADE UNION MISLEADERS

Jeune organisation marxiste-léniniste, *la Ligue des communistes révolutionnaires de Grande-Bretagne* publie régulièrement un bimensuel intitulé *Lutte de classe*. Contrairement à la France, le révisionnisme est peu développé en Grande-Bretagne. L'explosion actuelle des luttes qui traduit une nette prise de conscience de la nature du gouvernement travailliste et des directions syndicales réformistes, crée une situation très favorable pour le développement des idées révolutionnaires.

DOSSIER

OU VA LA CHINE ?

La situation intérieure : par notre délégation

Où va la Chine ? Deux ans après la mort de son premier dirigeant, Mao Tsétoung, les ennemis de la République populaire de Chine, du Parti communiste chinois, du socialisme, s'empressent de fournir une réponse à cette question. Ils affirment que désormais la Chine leur ressemble, qu'elle s'assagit, va rentrer dans le rang. D'après eux, la Chine s'achemine lentement mais sûrement vers la restauration du système capitaliste, avance à grands pas dans la voie révisionniste précédemment suivie par l'Union soviétique. Ils espèrent ainsi arracher de l'intelligence et du cœur des travailleurs de notre pays l'espoir d'un changement véritable, radical de leur sort, l'intérêt que suscite parmi eux les expériences de la Révolution chinoise.

La situation en Chine trouble aujourd'hui plus d'un ami sincère de ce pays. Leurs doutes, leurs interrogations, leurs inquiétudes mêmes s'expriment ouvertement.

Où va donc la Chine ? Après l'éviction de Chiang Ching, l'ex-femme de Mao Tsétoung et des dirigeants qu'elle regroupait, et les rectifications politiques qui ont suivi, que reste-t-il de cette formidable révolution culturelle qui n'a pas seulement secoué le Parti communiste et le peuple chinois mais aussi les communistes et les progressistes du monde entier ? Quel bilan en dresser aujourd'hui ?

En s'attaquant à la tâche immense de se transformer de pays en voie de développement, encore relativement arriéré sur bien des points, en un pays moderne, prospère, puissant, la Chine n'est-elle pas en train de perdre son âme ? En se modernisant, ne va-t-elle pas jeter par-dessus les moulins tout ce qui, en elle, forçait l'admiration, y compris même de certains de ses ennemis ?

Dans sa politique étrangère enfin, n'est-elle pas en train d'opposer de froides et égoïstes « raisons d'état » aux intérêts profonds des peuples du monde ?

C'est vrai, ces doutes, ces déceptions, ce désarroi existent aujourd'hui. Mais des éléments de réponse stimulants existent à toutes ces questions : l'expérience de la Révolution chinoise n'a pas fini de nous interpeller, de nous faire réfléchir. L'épopée qui consiste à faire passer 800 à 900 millions de Chinois d'un état de misère et d'oppression généralisée qui était la règle il y a encore moins de trente ans, à un niveau de vie élevé et à un système avancé de démocratie continue à se dérouler sous nos yeux. A travers les succès et les vicissitudes, la Chine socialiste reste un gigantesque et passionnant champ d'expérimentation qui concerne non seulement les communistes mais tous les progressistes, tous ceux qui se préoccupent du devenir des hommes.

Annie BRUNEL

Des années difficiles

Le peuple chinois a vécu des années sombres avant l'éviction de Chiang Ching, l'ex-femme du président Mao, et de ses acolytes : Wang Hong-wen, Chang Chen-chiao et Yao Wen-yuan, le 6 octobre 1976. Sous leur règne, à nouveau la Chine se trouvait devant un réel danger révisionniste. A nouveau, sous des slogans révolutionnaires ronflants cette fois, se cachait la même orientation capitaliste.

C'est pourquoi, dans son rapport devant le 11e congrès du Parti communiste chinois, le président Houa datait de leur mise hors d'état de nuire la fin officielle de la Révolution culturelle.

En 1974, le président Mao était déjà très fatigué, le premier ministre Chou En-lai gravement malade. Les Quatre ont profité de ces circonstances difficiles pour s'emparer d'une fraction de pouvoir dans le Parti et dans l'Etat, déformant grossièrement la ligne fondamentale du Parti communiste chinois.

La continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat englobe trois aspects :

— La lutte de classe.
— La lutte pour la production.
— L'expérimentation scientifique.

La lutte de classe constitue l'axe qui oriente ces trois mouvements révolutionnaires. Mais ils doivent être menés de front car on ne saurait tout remplacer par la seule lutte de classe.

C'est ce qu'ont pourtant prétendu faire les dirigeants du groupe de Chiang Ching en réduisant ces trois volets à un seul : la lutte de classe... vue par eux, c'est-à-dire tournée contre le Parti et le peuple chinois. Ils proclamaient des slogans radicaux comme *« Il vaut mieux des illetrés prolétariens que des intellectuels bourgeois »* ou *« Plus on a de connaissances, plus on est réactionnaire »*. On était ainsi aux antipodes du fameux mot d'ordre du début de la Révolution culturelle : *« Il faut être à la fois rouge et expert. »*

Leur ligne a ainsi causé de graves dégâts économiques, dans la vie matérielle du peuple et dans l'esprit des gens.

Sur le plan économique, quelques chiffres en témoignent :

De 1974 à 1976, le PNB a perdu 50 à 60 milliards de dollars. La production de l'acier a diminué de 28 milliards de tonnes en trois ans. Dans la même période, les recettes ont baissé de 20 milliards de dollars.

Des branches ont été particulièrement touchées. En 1976, dix grands axes ferroviaires ont été bloqués. Cela a affecté la production industrielle agricole, la Défense nationale, la vie quotidienne du peuple et a eu de lourdes conséquences pour l'organisation des secours dans les régions touchées, à la même époque, par de très importants tremblements de terre.

Certaines usines sont restées longtemps complètement paralysées, sans rien produire, parfois même pendant plusieurs années. Pour payer les salaires des ouvriers, les responsables ont parfois dû démonter les machines et vendre les moyens de production.

L'agriculture aussi, a été durement touchée. Dans des régions autrefois excédentaires, on a connu de graves pénuries. Les stocks de céréales ont été consommés. Dans quelques régions même, les gens ne mangeaient plus à leur faim. Devant cette situation, mais cela reste exceptionnel, les terres ont même commencé d'être redistribuées de manière individuelle dans certains coins.

L'agriculture a été durement touchée. Dans certaines régions, on a connu de graves pénuries. La ligne des Quatre a causé de grands dommages à l'économie chinoise.



Les dégâts causés par la ligne des Quatre sur l'esprit des gens, dans le domaine idéologique, sont plus graves encore. Sur le plan de l'enseignement et de la recherche scientifique particulièrement, ils ont exercé un sabotage de grande ampleur. Les dirigeants du Parti communiste chinois affirment franchement qu'il manque aujourd'hui à la Chine une génération de cadres compétents, celle des 20-30 ans, dont la jeunesse a été gaspillée à cause de leur influence.

Certaines conséquences ne peuvent s'effacer rapidement. Combien de temps faudra-t-il pour reconstituer les archives de certains instituts de recherches scientifiques ou de sciences sociales purement et simplement convoyées vers des usines de pâte à papier ?

Une partie des jeunes allaient jusqu'à penser sincèrement : *« Si je vais à l'université, je vais devenir la cible de la révolution. Je ne veux pas cela. Mieux vaut rester ignorant. »*

Sur le plan culturel, Chiang Ching a imposé un véritable despotisme. Un grand nombre d'œuvres révolutionnaires de qualité produites avant la Révolution culturelle (par exemple le film « L'Orient rouge ») ont été rejetées Pour juger les œuvres révolutionnaires, son seul critère était de vérifier si elles exhaltaient sa ligne théorique et mettaient en vedette sa propre image.

Utilisant des méthodes réellement fascistes, les Quatre réprimaient les artistes qui résistaient à leur ligne : un grand écrivain a été ainsi condamné à vider les cendriers pendant plusieurs années, un autre envoyé à la campagne garder les buffles, sans qu'il leur soit permis de publier une seule ligne.

Certains ont tenu bon pendant plusieurs années et accumulé des archives pour les dénoncer un jour. C'est pourquoi, bon nombre d'œuvres révolutionnaires nouvelles ont pu voir le jour aussitôt après leur chute.

La pensée du président Mao sur la nécesssité d'effacer les frontières entre travail manuel et intellectuel a été profondément falsifiée. Alors que le président Mao affirmait que les intellectuels doivent s'éduquer auprès des travailleurs des usines et des champs, connaitre leur vie et leurs conditions de travail, ils ont transformé le travail manuel pour les intellectuels en punition, en humiliation.

Les Quatre, ont aussi développé un courant xénophobe, méprisant pour tout ce qui est étranger, même quand il s'agit de choses utiles et bonnes, progressistes.

Ils méprisaient complètement les questions du bien-être du peuple, laissant sans solution pendant plusieurs années, de nombreux problèmes comme le logement, la sécurité, les transports.

Enfin, les Quatre et leurs partisans ont gravement violé les principes de la légalité socialiste, de la démocratie prolétarienne. Au nom de « la lutte de classe », dont ils s'autoproclamaient les représentants, leurs partisans pouvaient se permettre de destituer, de persécuter, d'arrêter, de tuer aussi parfois, sans autre forme de procès. Aujourd'hui, encore bien des gens sont désorientés, ne sachant plus ce qui est permis et ce qui est illicite.

Leur influence s'est développée progressivement, la période la plus difficile se situant autour des années 1974-1976, et surtout pendant les 6 mois qui ont précédé et suivi le décès du Président Mao.

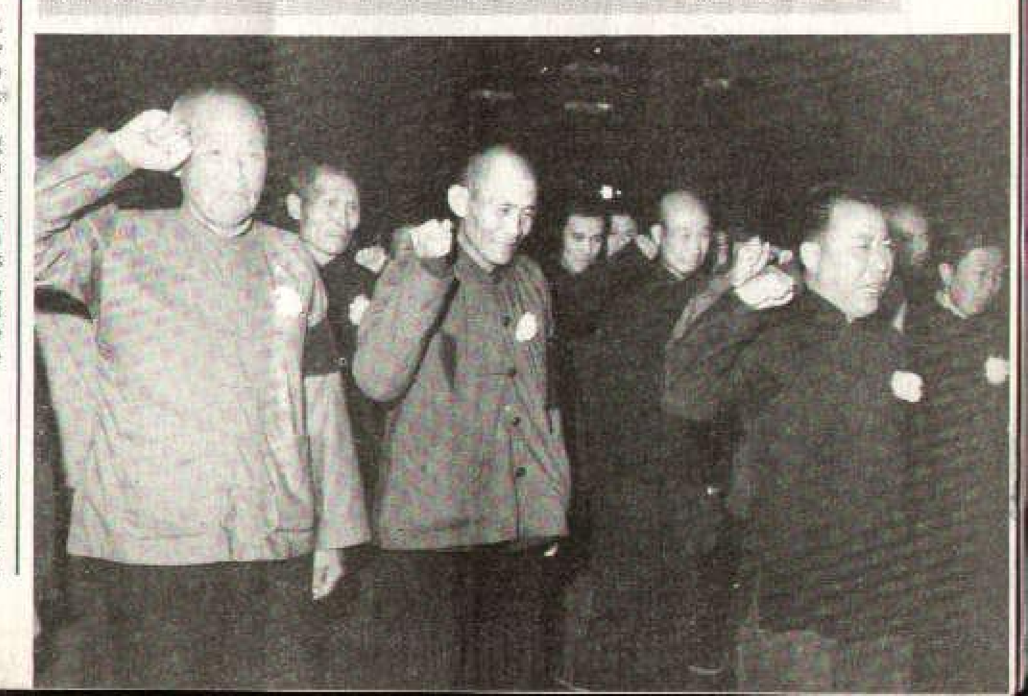
Mais une question se pose d'emblée : *« Comment ont-ils pu exercer des dégâts aussi considérables ? »*

A cela plusieurs raisons :

— Chacun d'eux s'était emparé d'une partie du pouvoir. Parmi eux, il y avait un vice-président du Parti, un permanent du Bureau politique, deux membres du Bureau politique et Chiang Ching s'était taillée une position particulière. Enfreignant les règles du centralisme démocratique, ils avaient dressé dans le pays un réseau fractionnel à leur dévotion :

Le président Houa Kouo-feng et les vice-présidents Ye Kien-ying, Teng Siao-ping, Li Sien-nien et Wang Keng-hsing à la tribune.

Le peuple pleure la mort du président Mao en 1976 et s'inquiète de l'avenir de la Chine



Ils régnaient notamment sur un secteur de grande importance : les moyens d'information.

— Leur apparence était trompeuse. Ils avaient sans cesse à la bouche des mots de « révolution », de « lutte de classe », et trompaient ainsi bien des gens sincères.

— Enfin, leur ligne erronée disposait de base dans l'histoire et la situation de la société chinoise. Le féodalisme a dominé des millénaires en Chine. Son influence n'a pu être éliminée d'un coup et il en existe des survivances qui favorisaient la soumission à la ligne fasciste des Quatre. Du fait de l'importance de la paysannerie dans la société chinoise, il existe aussi une base favorable au développement de l'idéologie petite-bourgeoise. L'idéalisme et la métaphysique peuvent donc se déchaîner relativement facilement. La petite bourgeoisie est caractérisée par son fanatisme. L'idéalisme d'extrême gauche, l'égalitarisme absolu ont pu trouver leur terrain dans la société chinoise.



Les Quatre régnaient sur un secteur de grande importance : les moyens d'information.

Un modèle empoisonné

Les Quatre avaient monté en épingle l'exemple de Houang Shouai, jeune écolière indisciplinée, critiquée par ses professeurs. Encouragée par ses parents, elle écrivit son journal intime critiquant *« la dignité sacro-sainte des enseignants »*. Les Quatre en ont fait le porte-drapeau de leur ligne sur le front de l'enseignement en publiant son journal dans le *Quotidien du peuple*. Dans les mois qui ont suivi, il n'y eut pas moins de 200 000 mètres carrés de vitres brisées dans les écoles de Pékin. Tables, chaises et matériel d'enseignement subirent des dégâts considérables. Car les enfants sont naïfs, entendant que cette écolière était une héroïne, ils ont voulu suivre son exemple. L'indiscipline systématique était devenue la marque de la bonne conduite révolutionnaire.

On était loin des enseignements du début de la Révolution culturelle dans l'enseignement exigeant qu'enseignants et élèves s'écoutent et se respectent mutuellement, apprennent les uns auprès des autres pour que se forment des générations de jeunes révolutionnaires à la fois *« rouges et experts »*.

Les années qui ont précédé la chute des Quatre ont donc été sombres pour le peuple chinois. Mais malgré la fraction de pouvoir qu'ils s'étaient appropriés, ils ne bénéficiaient d'aucune popularité parmi la masse du peuple. Dans l'ensemble, même en 1976, la Chine restait un pays de dictature du prolétariat. Il n'y a pas eu de retour général au capitalisme. Dans un petit nombre de régions seulement (Changhai, Liaoning, Setchouan, Foukien), le pouvoir, confisqué par les Quatre, avait changé de nature. C'est pourquoi, nos camarades chinois affirment que pendant les vingt-neuf ans qui ont suivi la révolution en Chine, le côté principal, ce sont les succès. Ils reconnaissent ouvertement la persistance de certains problèmes. Ils affirment aussi avoir acquis des expériences, reçu des leçons. Certains problèmes ont été causés par les ennemis, d'autres relèvent des contradictions au sein du peuple. Et le président Houa invite le Parti et les cadres à ne pas se satisfaire des résultats obtenus en indiquant : *« Il ne faut pas tout rejeter sur le dos des Quatre. Il y a des défauts qui relèvent de notre propre travail. Si ça ne marche pas dans votre secteur, la première année vous pouvez dire que c'est de la faute des Quatre, la deuxième c'est plus difficile à croire, la troisième année, il faut vous en prendre à vous-mêmes, aux défauts de votre propre travail, pour les rectifier »*.

Que sont devenus les Quatre ?

Les Quatre ont semé une grande confusion parmi les cadres du Parti et de l'État. Quelle politique adopter à l'égard de leurs partisans ?

La ligne du Parti communiste chinois est de toujours laisser une issue. Ceux qui ont commis des erreurs sans gravité en suivant les Quatre voient l'affaire classée après une autocritique. Ceux qui ont commis des erreurs graves se voient exiger une autocritique sérieuse avec la compréhension des masses. Certains peuvent reprendre leur travail sur place, d'autres se voient confier une autre tâche. Les fidèles des Quatre sont l'objet d'une rééducation et on leur laisse la possibilité de travailler.

Et les Quatre eux-mêmes et leurs partisans les plus fanatiques ? Il leur est fourni les moyens de vivre et même de vivre pas mal, une vie plus confortable que celle de bien de paysans.

La Révolution Culturelle : Quel bilan ?

Le président Mao a impulsé le déclenchement de la Révolution culturelle en 1966. Il avait longuement enquêté et réfléchi sur les leçons de la restauration du capitalisme en URSS et se préoccupait de l'avenir de la révolution chinoise. Dès le départ, il a présenté cette expérience nouvelle comme une forme de la continuation de la révolution dans un pays de dictature du prolétariat, faisant pleinement confiance au peuple, mettant en action la plus large démocratie socialiste.

Aujourd'hui, dressant le bilan de cette période de douze années, qui a connu bien des détours, le Parti communiste chinois estime que les succès en constituent l'aspect principal. Il reconnait aussi que cette victoire a été payée assez cher, qu'elle a été accompagnée d'un certain nombre d'erreurs. Elles doivent être regardées en face pour être corrigées radicalement. Pour recourir aux comparaisons chiffrées, chères au peuple chinois, on peut donc dire que le bilan de la Révolution culturelle comporte 70 % de positif, 30 % de négatif.

Lorsque fut déclenchée la Révolution culturelle, bien des choses n'allaient pas à cette époque en Chine. Une partie des plus hauts dirigeants du Parti et de l'État ne se comportaient plus en serviteurs du peuple mais en maîtres arrogants. La recherche du profit maximum se développait dans les orientations économiques du pays, le bien-être du peuple ne préoccupait plus guère certains responsables. Des phénomènes bureaucratiques se développaient, coupant certains cadres du Parti et de l'État de la masse du peuple. Une dépolitisation des travailleurs s'ensuivait avec la résurgence de tendances individualistes, de recherche de l'intérêt personnel, d'insouciance par rapport à l'intérêt général. La question même de savoir qui détenait le pouvoir commençait à se dessiner : la classe ouvrière et la masse des travailleurs ou une poignée de dirigeants l'exerçant en leur nom mais pour leurs seuls profits égoïstes ? Une minorité de privilégiés se développait. C'était l'avenir même de la révolution chinoise qui se trouvait en jeu.

Un paysan-soldat dénonce la ligne de Liou Chao-chi dans une assemblée du peuple.



Liou Shao-chi, le Krouchtchev chinois

A la tête de cette orientation néfaste se trouvait Liou Chao-chi, alors président de la République, baptisé par le peuple « le Krouchtchev chinois ». Le formidable mouvement de masse qui a secoué tout le Parti et tout le peuple chinois aboutit à son éviction à la suite d'un long processus qui avait permis à la masse du peuple de discerner quelles étaient les questions en cause, de faire irruption massivement dans la vie politique, d'éclaircir sa compréhension des phénomènes et son niveau de conscience. Ce problème était résolu autour de l'année 1970.

Une nouvelle ligne erronée inspirée par Lin Piao

Pourtant la fin de la Révolution culturelle n'a pas été proclamée à cette date. Pourquoi ? C'est qu'une seconde ligne politique erronée s'était développée à la faveur de la lutte contre Liou Shao-chi. Elle était impulsée par Lin Piao, désigné comme successeur officiel de Mao Tsé-toung. Arriviste fini, il rêvait de s'emparer de tout le pouvoir à son profit. Pour cela, il s'est efforcé de transformer la pensée du président Mao Tsé-toung en son contraire, en un dogme figé, étouffant, sclérosant, alors qu'elle est une pensée scientifique, vivante, une recherche inlassable de la vérité dans les faits. La méthode idéaliste de Lin Piao a troublé bien des esprits en Chine, mais celui-ci n'a pas pu concentrer le pouvoir entre ses mains. Alors, il a eu recours au complot pur et simple qui s'est terminé par une mort sans gloire pour lui, lors de sa fuite en avion vers l'URSS, en septembre 1971. Une fois de plus pourtant, la fin de la Révolution culturelle ne devait pas être proclamée à cette occasion.

Puis surgirent les Quatre

Ces dirigeants, regroupés autour de Chiang Ching, qui intriguaient dans l'ombre de Lin Piao, s'étaient déjà emparés d'une fraction importante du pouvoir. Il s'efforçaient d'imposer leur dictature à tout le Parti et à tout le peuple sous la trompeuse apparence de slogans d'extrême-gauche. Ils semaient ainsi de graves confusions dans l'esprit de bien des gens, et surtout de la jeunesse. Contre eux aussi, il fallut mener la lutte jusqu'au bout, jusqu'à ce qu'ils soient démasqués et finalement arrêtés.

A travers ces luttes et ces vicissitudes, le Parti communiste chinois qui, avec Chou En-laï, Chu Teh et Mao Tsé-toung, avait perdu, en une seule année, trois de ses plus éminents dirigeants, se voyait doté d'une nouvelle direction unie et ferme, sous la direction du président Houa Kouo-feng, et jouissant de la confiance de la masse du peuple. Le difficile et délicat problème de la relève de la direction du Parti était donc réglé. Et ce n'était pas là une mince affaire.

Quelques dates de la Révolution Culturelle

1966 : Mao déclenche la Révolution culturelle. Le 16 août, le Comité central adopte une directive sur son orientation. Les masses populaires se mettent à critiquer tout ce qui ne va pas. De grands rassemblements de Gardes rouges ont lieu à Pékin. Mao appelle à critiquer la ligne de Liou Chao-chi, le président de la République.

1967 : Formation des premiers comités révolutionnaires dans les usines.

1968 : Suite à la lutte des masses, le Comité central destitue Liou Chao-chi de ses fonctions et condamne son orientation politique.

1969 : IXe congrès du Parti. La défaite de Liou Chao-chi est confirmée. Lin Piao est désigné comme successeur de Mao.

1971 : Les intrigues menées par Lin Piao pour prendre le pouvoir échouent. Lin meurt alors qu'il prenait la fuite vers l'URSS.

1973 : Xe congrès du Parti. Wang Hong-wen (l'un des Quatre) parvient au poste de vice-président du Parti.

1974 : Teng Siao-ping est chargé par Mao Tsé-toung de régler la question des Quatre et de rectifier les orientations économiques.

1975-76 : Multiples intrigues de Chiang Ching, la femme de Mao, et de ses acolytes, contre Chou En-laie et Teng Siao-ping.

1976 : Mort de Chou En-lai, Chu Teh et Mao Tsé-toung. Le 4 octobre, le groupe de Chiang Ching, qui voulait prendre la succession de Mao, est destitué en 1976. Houa Kouo-feng est nommé président du Comité central.

1977 : Teng Siao-ping, qui avait été destitué en 1976, est rétabli dans son poste de dirigeant. En août, le XIe congrès annonce la fin de la Révolution culturelle.




Le président Mao Tsé-toung place Tien An Men.

La conscience politique du peuple s'est considérablement élevée

Au cours de cette grande vague de fond, la conscience politique du peuple s'est considérablement élevée. Sa capacité de distinguer le vrai marxisme du faux a augmenté. La Révolution culturelle a ainsi légué une chose très importante. Comme disent les dirigeants chinois, *« elle a permis de faire de la politique une chose indispensable dans la vie quotidienne de 800 millions de Chinois. »*

Du temps obscur de la féodalité, un proverbe affirmait : *« L'important pour le peuple, c'est que l'empereur soit bon ».* Tout le problème du socialisme, c'est de faire en sorte que la classe ouvrière, l'ensemble des travailleurs deviennent empereur, c'est-à-dire exercent réellement, concrètement le pouvoir de décider des affaires du pays.

Avec la Révolution culturelle, le peuple chinois, dans sa masse, a pris conscience de l'importance de participer à la vie politique, d'exercer le pouvoir. C'est elle qui a éveillé le peuple à se préoccuper de l'avenir de l'État et du Parti, c'est-à-dire de son propre avenir.

Cela s'est fait au cours d'un long et difficile processus, dans le feu de la lutte. Au début de l'assaut contre Liou Chao-chi, la masse des gens ne s'est mise en mouvement que lentement.

La chute de Lin Piao a été une surprise pour beaucoup. Mais pour la question de la bande des Quatre, l'esprit de beaucoup était déjà mieux préparé.

Aujourd'hui, en Chine, quand quelque chose ne va pas, les dazibaos fleurissent sur les murs des villes et des unités de production et suscitent des débats animés. Durant notre séjour à Pékin, ils rassemblaient en permanence, en un point de l'artère principale, des foules de plusieurs dizaines de personnes, discutant avec animation d'un certain nombre de carences de la municipalité de Pékin (ravitaillement en légumes défaillant, problèmes de circulation de plus en plus difficiles, insuffisance des transports en commun entraînant de longues files d'attente aux arrêts des bus), mais aussi des solution possibles pour résoudre ces problèmes.

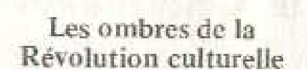
La Révolution culturelle, c'est l'irruption des masses dans la vie politique. Lin Piao et les Quatre avaient rêvé de dévoyer ce grand mouvement, qui menaçait leurs ambitions, en un fanatisme aveugle. L'un après l'autre, ils ont échoué.

Enfin, la Révolution culturelle a permis l'apparition d'un nouveau type de cadres du Parti et de l'État, ayant été concernés directement par la pratique de la critique et de l'autocritique. Avec cette nouvelle éducation des cadres, les rapports entre eux et le peuple ont changé. Dans l'ensemble, les cadres ont mieux compris le sens de la mise en garde du président Mao : *« Qui nous a donné le pouvoir en fin de compte ? ».* Beaucoup comprennent mieux qu'ils ne doivent pas être les maîtres du peuple, mais leurs serviteurs, qu'ils doivent être soumis à son contrôle, écouter ses critiques.

Une lutte permanente reste pourtant à mener dans ce domaine, comme en témoignent les appels permanents du *Quotidien du peuple* à s'opposer au comportement despotique de certains cadres, à leur mépris des travailleurs, à leur tendance à se comporter en grands seigneurs.

A travers tout cela, la Révolution culturelle a permis de mieux connaître et mettre en œuvre l'idée fondamentale de la révolution prolétarienne : mobiliser pleinement les travailleurs, développer pleinement la démocratie.

En Chine, quand quelque chose ne va pas, les dazibaos fleurissent sur les murs des villes et des unités de production. Avec la Révolution culturelle, le peuple chinois a pris conscience de l'importance de participer à la vie politique.



Les ombres de la Révolution culturelle

Sur les côtés négatifs, il faut avoir une explication correcte et, tout d'abord, accepter de reconnaître leur existence. La Révolution culturelle a commencé dans l'appel à la plus large démocratie du peuple, à ce que toutes les bouches s'ouvrent, à oser penser, oser parler, oser critiquer ce qui n'allait pas. La ligne des Quatre a voulu imposer un véritable fascisme contre tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec eux.

La Révolution culturelle a commencé par stimuler l'intelligence créatrice, l'initiative des travailleurs dans la production. La ligne des Quatre a conduit l'économie chinoise à la paralysie et à la régression, *« au bord de la ruine »* affirment nombre de Chinois.

Sur le plan matériel, le principal point négatif, c'est donc le retard de l'économie nationale chinoise qui entraînait de graves conséquences sur plus d'un domaine.

Il règne aussi, encore aujourd'hui, une confusion certaine dans l'esprit de bien des travailleurs chinois. Cette confusion n'a pas été complètement dissipée et se manifeste par des courants anarchistes, sectaires, dogmatiques, gauchistes. D'autres, des jeunes

surtout, sont désorientés, ne savent plus ce qui est juste, ce qui est faux. D'autres enfin, des intellectuels surtout, révoltés et humiliés par l'obscurantisme des Quatre, ont tendance à avoir beaucoup d'admiration devant les réalisations technologiques des pays occidentaux et oublient quelque peu la réalité de l'exploitation qui sévit dans ces pays.

Ces faits sont certes secondaires par rapport à l'élévation générale de la conscience politique du peuple, mais ils doivent être sérieusement combattus pour renforcer l'aspect principal.

Et maintenant, comment expliquer ces erreurs ?

Le processus de la Révolution culturelle a connu des aspects compliqués et sinueux. Les dirigeants chinois ne cachent pas qu'il a même coûté un certain nombre de vies humaines.

Pour le comprendre, il faut se souvenir que cette extraordinaire expérience était nouvelle pour la révolution chinoise, elle n'avait pas eu de précédent non plus dans le Mouvement communiste international. Le Parti communiste chinois manquait d'expérience sur ce point. Par ailleurs, l'histoire permet de comprendre qu'il n'est pas possible de ne pas payer un certain prix pour toute grande révolution. Maintenant, une certaine expérience a été accumulée. Elle permet de combattre et de rejeter les aspects négatifs pour garder et renforcer l'aspect positif, de rejeter les trois dixièmes et garder les sept dixièmes, de rejeter l'aspect secondaire et de développer l'aspect principal.

Voilà qui n'est pas encore toujours bien compris dans notre pays où le point de vue idéologique des Quatre n'a pas été sans exercer une influence qui dénature la compréhension profonde de la Révolution culturelle. Pour l'apprécier vraiment, il faut prendre un peu de hauteur, examiner le sens historique des événements qui se déroulent en Chine. Alors seulement, on peut découvrir une chose essentielle. C'est que, malgré toutes les vicissitudes et les luttes qu'a connues son application, la ligne fondamentale du Parti communiste chinois, celle qui a entraîné notre adhésion enthousiaste au début de la Révolution culturelle, n'a pas changé. Mieux, aujourd'hui, elle dispose d'une expérience nouvelle, de conditions meilleures, qui lui permettront, à travers de nécessaires nouvelles luttes, de remporter des victoires plus grandes encore.

Annie BRUNEL

La politique des Cent Fleurs

Les Quatre ont totalement déformé l'orientation donnée par le président Mao en matière culturelle : *« Que cent écoles rivalisent, que cent fleurs s'épanouissent »*. Elle signifie que c'est seulement par la confrontation et la critique de différentes expériences que peut se développer un art véritablement révolutionnaire : juste dans son fond et beau dans sa forme.

Les Quatre en ont fait une simple ruse pour que les ennemis de la révolution se démasquent sur le plan culturel et qu'on puisse plus commodément leur couper la tête. Mais laisser s'exprimer des courants d'idées erronées pour mieux les combattre politiquement — et c'est principalement là une bataille d'idées — n'est qu'un aspect de la politique des *« cent fleurs »*, aujourd'hui remise en honneur. L'autre, inséparable, c'est la liberté de recherche artistique au service de la cause révolutionnaire, l'enrichissement des idées et des formes par la confrontation.

La vérité sur l'incident de la place Tien An Men

Le 5 avril 1976, des incidents violents éclataient sur la place Tien An Men. Des voitures étaient incendiées, des bâtiments administratifs endommagés. Des batailles rangées opposaient manifestants et contre-manifestants et le sang coulait.

Peu après Teng Siao-ping était destitué de toutes ses fonctions. Les Quatre l'accusaient d'être à l'origine de ces incidents qualifiés par eux de contre-révolutionnaires.

En fait, à cette date, le peuple de Pékin ne cessait de défiler devant le Monument aux Martyrs pour déposer des gerbes et des couronnes à la mémoire de celui que tout le peuple chinois appelle *« le bien-aimé premier ministre Chou En-laï »*. Il n'y avait rien de contre-révolutionnaire de la part du peuple chinois à manifester ainsi spontanément son attachement à Chou En-laï, à la ligne qu'il avait toujours défendue.

Mais les Quatre ne l'entendaient pas ainsi car ils savaient que cet hommage impliquait aussi une critique à peine voilée contre leur action. Nombre de poèmes rédigés par les travailleurs et épinglés sur les gerbes les critiquaient d'ailleurs de façon ouverte ou voilée. Sentant passer le vent du boulet, les Quatre ont envoyé des provocateurs susciter des incidents, arracher les gerbes, provoquant ainsi la colère des travailleurs. Il devaient ensuite faire passer le noir pour le blanc pour obtenir la destitution de Teng Siao-ping, fermement opposé à leurs machinations.



Un dessin figurant à l'exposition de Chou En-laï, à Pékin : le chagrin du peuple s'exprime lors de son convoi funèbre mais aussi son inquiétude : quel avenir pour la Chine et son peuple après ce malheur ? (Photo HR).

Pourquoi ressusciter les primes ?

Parmi les mutliples rectifications opérées dans le domaine économique et social, au cours de ces deux dernières années, la réapparition de l'usage des primes dans le système des salaires est de celles qui ont le plus ému.

Rien d'étonnant à cela quand on sait que, dans notre société capitaliste, les primes sont un des multiples trucs employés par les exploiteurs pour voler à la classe ouvrière le fruit de son travail afin d'empêcher toujours davantage de profits.

Peut-on en conclure pour autant que système des primes et capitalisme s'identifient absolument ? C'était bien en tout cas l'avis des quatre dirigeants destitués en 1976.

Il y a pourtant une différence fondamentale dans la signification de l'usage des primes selon qu'il est commandé par une ligne bourgeoise ou prolétarienne.

Même en système socialiste, une orientation capitaliste peut se développer sur ce point. La Chine a connu cette expérience du temps de Liu Chao-chi avant la Révolution culturelle. Les primes tendaient progressivement à devenir l'essentiel du salaire, les impératifs économiques commençaient à commander aux questions politiques, les stimulants matériels devenaient décisifs et l'éducation de la conscience politique des travailleurs était mise en sommeil.

Sous le socialisme, le principe fondamental de la répartition des biens est résumée dans la formule *« A chacun selon son travail »*. C'est un principe fondé sur celui d'égalité : A même quantité, à même qualité de travail, revient un même salaire. A quantité, à qualité de travail différente, revient un salaire différent. Ce n'est pas un système parfait : les individus n'ont pas tous les mêmes possibilités de qualification, la même capacité de travail, les mêmes charges de famille. Dans l'application de ce système subsistent donc des revenus, des niveaux de vie différents. Seul le communisme pourra résoudre complètement ces inégalités en appliquant le principe *« A chacun selon ses besoins »*. Mais cela n'est pas l'affaire de notre génération... ni des suivantes ! »



Les primes doivent demeurer un auxiliaire de la production. L'essentiel, c'est l'éducation de tous les travailleurs dans l'esprit de « Servir le peuple ».

Pourquoi cela ? C'est que le socialisme n'est pas l'antithèse du capitalisme mais une période de transition entre capitalisme et communisme. Une période qui nécessairement sera longue car le communisme signifie une société d'abondance, où tous les biens existent en quantité suffisante pour tous. Le socialisme, particulièrement dans le cas d'un pays pauvre, en voie de développement comme la Chine, c'est la rareté des biens de consommation, l'organisation de leur distribution dans un système de pénurie, le recours au principe *« A chacun selon son travail »*. C'est l'organisation de l'inégalité mais pour qu'elle diminue progressivement, non pour qu'elle se maintienne ou se développe.



L'hommage du congrès des femmes au président Houa et au Comité central. Leur congrès précède de peu ceux des syndicats et de la Ligue de la jeunesse.

L'expérience d'un chauffeur ouïgour

Au cours de longs voyages en voiture dans le Sinkiang, le chauffeur de notre voiture, appartenant à la minorité nationale ouïgoure, nous a expliqué :

« Du temps des Quatre, on touchait tous le même salaire, quelle que soit la mission effectuée. Résultat, pour les missions longues, fatigantes, ennuyeuses, il n'y avait jamais de volontaires alors que tout le monde voulait faire les missions intéressantes.

Après leur chute, on a voulu rediscuter du problème des salaires. Des réunions ont été convoquées mais à cause de l'anarchisme et de la dépolitisation qui s'étaient développés, très peu venaient aux réunions. Le problème a traîné plusieurs mois sans solution. Alors le comité de parti a pris une décision : tous les chauffeurs ont été mis en congés payés pendant quatre jours. Si au bout de ce temps, le problème n'était toujours pas réglé, notre salaire, à commencer par celui du secrétaire de la cellule du parti, aurait baissé de 50 %. En deux jours et demi, un nouveau règlement des salaires a été établi et le problème réglé ».

Cet exemple est intéressant à deux titres : il montre la réalité de la société chinoise. Beaucoup a été fait pour développer sa conscience politique. Beaucoup reste à faire encore.

Une mesure de contrainte a été adoptée par le parti contre les travailleurs, pas pour régler le problème à leur place, mais simplement pour les forcer à le régler, par eux-mêmes.

« Principe capitaliste et bourgeois » avaient décrété les Quatre. Sous leur influence, une orientation gauchiste, égalitariste, avait prévalu. Au même poste, ceux qui travaillaient dur et ceux qui se la coulaient douce, touchaient le même salaire. Ce système en apparence révolutionnaire, pur et dur, a, en fait, causé de graves dégâts à l'économie chinoise, entraîné un recul du niveau de vie général du peuple. Il a été jugé, dans les faits, comme engendrant un effet contraire au but qu'il proclamait.

La Chine pratique toujours aujourd'hui un système salarial à huit échelons. Un ouvrier du 8e échelon – le plus haut – touche environ 110 yen. Un ouvrier de la plus basse catégorie, entre 30 et 40 yen. L'éventail des salaires est donc de 1 à 4.

Il faut rappeler aussi que le principe appliqué est celui des « bas salaires et bas prix ». Les prix des biens de consommation courants sont extrêmement bas. Les célibataires ne paient rien pour le logement, les bains et douches, le coiffeur.

Pour les familles, le loyer, toutes charges comprises, représente environ 5 % d'un seul salaire et il en rentre, en général, plusieurs sous un même toit.

A cette règle générale, quelques exceptions :

– Il existe certaines différences de prix entre les différentes régions de la vaste Chine, dues essentiellement au coût des transports. Ceci entraîne quelques réajustements de salaires.

– Une partie des cadres du gouvernement, du Parti et de l'État – 10 000 personnes environ – touchent actuellement presque 300 yen. Ce sont tous des cadres vétérans qui ont considérablement payé de leur personne au début de la révolution chinoise. Cette exception marque une sollicitude particulière à leur égard en raison de leur importante contribution à la révolution. Elle leur permet de se soigner, d'avoir une vie plus confortable après les terribles privations subies qui ont, souvent, gravement ébranlé leur santé et de maintenir une activité au service du peuple, irremplaçable en raison de leur expérience. En général, le peuple chinois comprend et soutient cela.

C'est pourtant sur ce fait que s'appuyaient les Quatre pour les traiter en bloc de « cadres engagés dans la voie capitaliste ». Ils soutenaient qu'ainsi ils se livreraient obligatoirement à la spéculation et étaient animés par la volonté d'accumuler des profits sur le dos du peuple. Cela revient aussi, en fin de compte, à soutenir que le principe socialiste *« A chacun selon son travail »* qui implique des revenus inégaux engendre *automatiquement* la restauration du capitalisme. Certes, l'inégalité est une base favorable au développement d'une ligne bourgeoise, c'est, entre autres, pourquoi la lutte de classe se poursuit sous le socialisme, mais c'est la ligne politique générale qui commande et il n'y a pas, de fait, *automatiquement* restauration du capitalisme.

–Un petit groupe d'intellectuels de l'ancienne société qui mettent tous leurs efforts à édifier la patrie socialiste touchent entre 200 et 300 yen. Ils sont un très petit nombre, moins nombreux que les cadres vétérans.

Il s'agit là d'un aspect de la politique de front uni de toutes les forces vives de la nation chinoise.

Une autre règle de base de la ligne fondamentale du Parti communiste chinois implique que dans le développement de la production, il faut accorder une grande attention à l'élévation du niveau de vie du peuple. Lorsque la production avance de plusieurs pas, le niveau de vie matériel du peuple doit obligatoirement avancer d'un pas. Encore une différence fondamentale avec la politique révisionniste de l'URSS !

Et les primes dans tout ça ?

On y a de nouveau recours, mais elles sont soigneusement considérées comme un moyen auxiliaire de l'application du principe *« A chacun selon son travail »*. L'encouragement moral, l'éducation politique restent principaux, l'encouragement matériel est secondaire. On applique ainsi l'émulation socialiste et l'augmentation de la production qui en résulte bénéficie à tous.

Dans ce domaine aussi, la politique commande et certaines règles doivent être impérativement respectées :

– L'appréciation du comportement et de l'attitude politique du travailleur dans la production ;

– La qualification technique qui commande la contribution plus ou moins grande apportée par les travailleurs ;

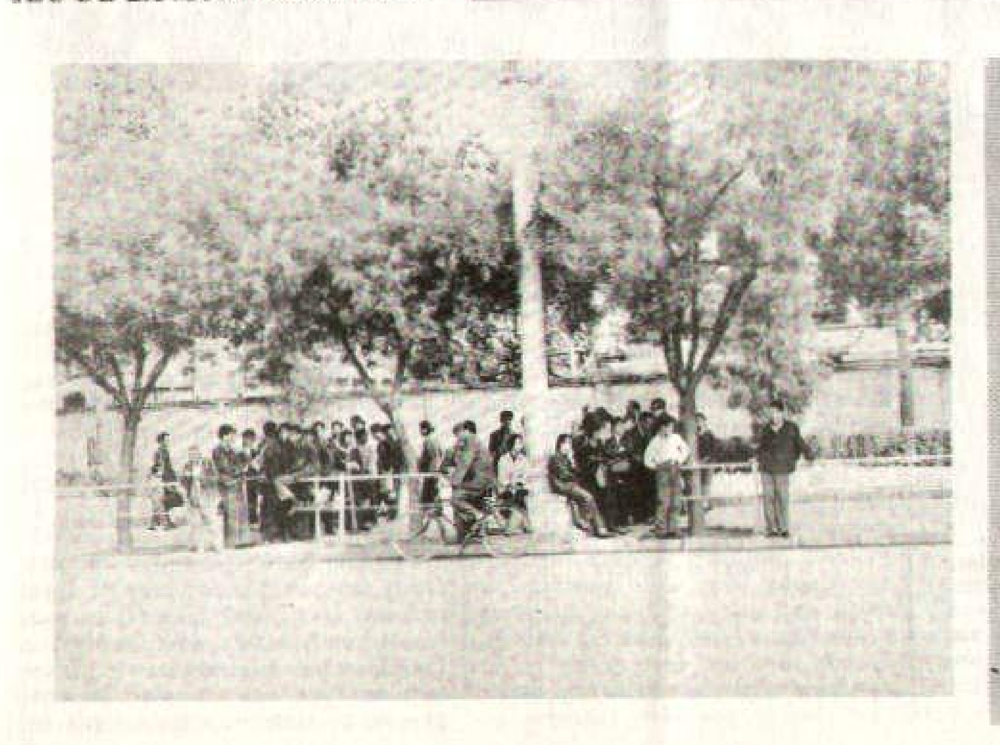
– L'application de la ligne de masse. Là aussi, il faut écouter les travailleurs. L'attribution de primes ne doit pas être décidée uniquement par le chef. Elle doit obligatoirement passer par une discussion des travailleurs. Il est indispensable que les ouvriers bénéficient réellement et concrètement de leur droit de décision dans la répartition des biens.

– Les primes, enfin, demeurent contenues dans une certaine fourchette. Dans l'ensemble du pays, elles représentent en moyenne 10 à 12 % des salaires.

DANS UN PROCHAIN NUMERO, SUITE DE NOTRE DOSSIER SUR LA CHINE. L'ENJEU DE LA MODERNISATION.



L'hommage de la délégation du PCML au mémorial du président Mao



Beaucoup de retard a été pris et de nombreux problèmes de la vie quotidienne du peuple doivent être résolus d'urgence. A Pékin, les difficultés de transport font l'objet de vives critiques contre les carences de la municipalité. (Photo HR).

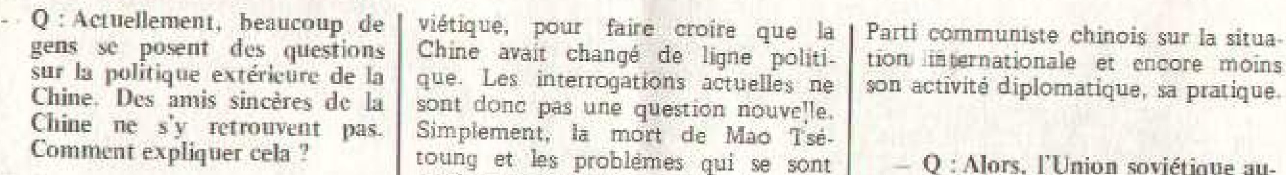
Politique internationale

Des éléments pour comprendre

Le camarade Jean Schubert a essayé de rassembler un certain nombre de questions et d'incompréhensions sur la politique internationale de la Chine et les a soumises au camarade Henri Jour qui donne ici quelques éléments de réponse



Le président Houa Kouo-feng a reçu un accueil chaleureux cet été en Yougoslavie.



– Q : Actuellement, beaucoup de gens se posent des questions sur la politique extérieure de la Chine. Des amis sincères de la Chine ne s'y retrouvent pas. Comment expliquer cela ?

R : Il y a plusieurs aspects. D'abord, ces questions, elles ne datent pas d'aujourd'hui. Déjà en 1970-1971, quand Mao Tsé-toung a critiqué Lin Piao et que, sur le plan international, il a engagé la politique de rétablissement des relations d'État à État avec les États-Unis, beaucoup de gens n'ont pas compris et la visite de Nixon à Pékin, en 1972, par exemple, a été utilisée par la propagande, notamment par celle de l'Union soviétique, pour faire croire que la Chine avait changé de ligne politique. Les interrogations actuelles ne sont donc pas une question nouvelle. Simplement, la mort de Mao Tsé-toung et les problèmes qui se sont posés à sa succession ont préparé un terrain favorable à une campagne anti-chinoise sur cette question.

D'un côté, il y a, bien sûr, la campagne des ennemis de la Chine. De l'autre, il y a aussi les incompréhensions de beaucoup de gens – incompréhensions liées à la question de savoir ce qu'est l'Union soviétique aujourd'hui. C'est la question centrale. Si l'on n'a pas compris ce qu'est l'Union soviétique aujourd'hui, on ne peut pas comprendre l'analyse du Parti communiste chinois sur la situation internationale et encore moins son activité diplomatique, sa pratique.

– Q : Alors, l'Union soviétique aujourd'hui, qu'est-ce que c'est pour le Parti communiste chinois ?

R : Dès 1964, Mao Tsé-toung a fait remarquer qu'en Union soviétique, il n'y avait plus un régime socialiste. Il a dit qu'au pouvoir, il y avait une dictature fasciste, une dictature de type hitlérien. Dès 1964, il a dit ce que disent maintenant des dissidents : l'URSS, c'est maintenant une dictature de type hitlérien. Ça c'est très important. Hitlérien, ce n'est pas un qualificatif lancé à la légère. C'est une analyse fondée sur le système politique en Union soviétique, système ultra-autoritaire qui concentre entre les mains d'un tout petit groupe d'hommes tout le pouvoir économique et politique.

– Q : Alors, est-ce qu'il faut soutenir toutes les forces, quelles qu'elles soient, qui s'opposent à l'URSS – aussi bien le tiers monde que les États-Unis ?

R : Je vais poser une question. Est-ce que, dans la lutte antinazie, il fallait soutenir toutes les forces qui s'opposaient aux nazis ? Il est certain qu'à des degrés divers, il fallait utiliser tout ce qui allait dans le sens de l'affaiblissement du nazisme.

– Q : Donc, maintenant, il faut un front uni avec les USA ?



Rencontre du président Mao Tsé-toung et de Richard Nixon, président des États-Unis en 1972.

R : Il ne s'agit pas d'un front uni avec les USA, il s'agit d'utiliser les contradictions qui existent entre les deux superpuissances. Pourquoi ? Pour les camarades chinois, l'ennemi principal des peuples du monde, ce n'est pas l'Union soviétique seule, ce sont les États-Unis et l'Union soviétique. Ce que cherchent simplement à faire les camarades chinois, c'est de retarder le déclenchement d'une guerre. Et pour cela, il faut éviter un changement du rapport de force trop rapide en faveur de l'Union soviétique. A l'heure actuelle, ce sont les États-Unis qui continuent à avoir l'empire le plus étendu. Mais ils sont en position de faiblesse. Et l'Union soviétique, notamment sur le plan militaire, a une force de plus en plus imposante et agressive. Ce qui l'amènera inévitablement, à un moment donné, à exiger un repartage du monde avec les États-Unis. Autrement dit, plus le déséquilibre entre les États-Unis s'accentue en faveur de l'Union soviétique, plus le danger de guerre approche.

– Q : Mais cette politique d'utilisation des contradictions entre les États-Unis et l'Union soviétique, est-ce qu'elle ne revient pas à s'appuyer sur un impérialisme (les États-Unis) pour en attaquer un autre (l'Union soviétique) ?

R : Là encore, il faut se souvenir un peu de ce qui s'est passé dans l'histoire. Lorsqu'en 1934, c'est-à-dire bien avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, Mao Tsé-toung a dit que l'impérialisme japonais était l'ennemi principal du peuple chinois, lorsqu'il a esssayé d'amener les Américains à s'opposer plus aux impérialistes japonais, et même de passer des alliances avec eux (à Yénan, les communistes chinois ont reçu des représentants américains pendant la Seconde Guerre mondiale), est-ce qu'il s'appuyait sur un impérialisme pour en combattre un autre ? Non ! Il utilisait les contradictions entre impérialismes. Ça aurait été s'appuyer sur un impérialisme pour en combattre un autre si le Parti communiste chinois s'était mis à la remorque des Américains et avait offert la Chine aux Américains en échange de leur participation à la lutte de libération antijaponaise.

– Q : Donc, les USA sont une force qui s'oppose de fait à l'Union soviétique, dans le cadre de la rivalité des deux superpuissances. Mais parlons maintenant un peu des autres forces qui s'opposent aux superpuissances et à l'Union soviétique en particulier.

R : Dans la lutte contre les deux superpuissances, et notamment contre l'Union soviétique, il y a différentes forces. Et l'analyse de ces différentes forces, les camarades chinois la font sur le plan matériel. Il ne faut pas juger les gens sur leurs paroles, mais sur une base matérielle.

– Q : Sur leurs actes ?

R : Sur une base matérielle d'abord, leur position dans le rapport de forces international et ensuite sur leurs actes.

Si on examine la situation internationale, la force principale opprimée sur le plan international, c'est le tiers monde. Et ça, c'est facile à constater par une simple étude de chiffres de l'économie mondiale. On constate que des pays qui ont conquis l'indépendance politique continuent à subir la domination impérialistes. Les pays riches continuent à devenir de plus en plus riches et les pays pauvres de plus en plus pauvres. C'est pourquoi le tiers monde constitue la force principale, objectivement.

– Q : Mais peut-on parler du tiers monde d'une façon aussi globale ? Peut-on mettre dans le même sac des pays aussi différents que l'Algérie et l'Iran, le Zaïre et le Kampuchea ?

R : Dans le front uni que doivent constituer les pays du tiers monde, il y a bien sûr différentes forces politiques. Il y a une droite, il y a un centre et il y a une gauche. Il y a une droite : l'Iran, par exemple. Le Zaïre de Mobutu, on peut se demander s'il ne fait pas partie de la droite. Et puis, il y a un centre, des pays qui accordent une relative démocratie à leur peuple, par exemple, la Tanzanie. Et il y a la gauche, les pays socialistes comme la Chine, le Kampuchea, la Corée. Ils constituent le noyau le plus solide du tiers monde. Le principe des camarades chinois, c'est d'unir le maximum de gens sur une base juste.



Le vice-président Teng Siao-ping et Kim Il Sung, président du Parti du travail de Corée et président de la République populaire démocratique de Corée.

Évidemment, on a le choix dans l'analyse internationale. Ou bien on analyse les différentes forces à la lumière de la théorie des trois mondes et on analyse le tiers monde sur une base matérielle, ou bien on divise les pays en pays progressistes et en pays réactionnaires. Mais qu'est-ce qu'un pays progressiste ? Est-ce qu'on peut dire que l'Éthiopie est plus progressiste que le Soudan, par exemple ? Sur quelle base pourrait-on affirmer ça ? Je pose la question : est-ce qu'il y a plus de démocratie en Éthiopie ? Dans ce domaine-là, on peut dire qu'en Éthiopie, le gouvernement a fait enfermer 18 000 dirigeants syndicaux, paysans et des comités de quartier.

En fait, si on regarde les choses de près, les pays dits « progressistes » sont, pour certains, ceux qui sont souvent les plus proches de l'Union soviétique. L'Union soviétique qualifiait, il y a quelques années, la Somalie de pays « progressiste ». Et quand la Somalie s'est aperçue de la nature de l'Union soviétique, elle est devenue « réactionnaire ». C'est un exemple typique. Alors ne divisons pas le tiers monde en pays progressistes et en pays réactionnaires, mais soutenons fermement la lutte des peuples de ces pays pour l'indépendance et la démocratie et sachons aussi soutenir toutes les mesures de résistance et de lutte anti-impérialistes des gouvernements de ces pays.

— Q : Tu as évoqué le cas de l'Iran. Récemment, Houa Kouo-feng y a été. Est-ce que c'était vraiment opportun qu'il aille serrer la main du Shah à un moment où il y avait justement de grandes émeutes dans tout le pays ?



Le président Houa Kouo-feng et le Shah d'Iran le 31 août 1978.

R : Sur la question de l'opportunité, que ce soit à ce moment-là ou à un autre, on sait bien que dans les prisons du Shah, il y a des prisonniers politiques et qu'il y a la torture permanente. On aurait entendu la même question si Houa Kouo-feng y était allé à un autre moment. A notre avis, l'opportunité, ce n'est pas vraiment la question qui se pose. Le problème, c'est de savoir si la Chine peut et doit avoir des relations avec des États qui sont réactionnaires sur le plan intérieur. Est-ce que c'est contradictoire avec un soutien effectif à la lutte des peuples, avec un soutien aux marxistes-léninistes dans ces pays-là ?

Et là, nous savons bien que les relations d'État à État entre la Chine et un autre pays ne sont pas du tout contradictoires avec un soutien réel, effectif aux forces authentiques de gauche du peuple.

— Q : Vous le savez... mais avec quelles preuves ?

R : Eh bien, il en va de même pour notre pays ! Évidemment, nous ne sommes pas, en France, en régime de dictature fasciste... Mais il n'y a pas si longtemps, on emprisonnait des marxistes-léninistes. Et de toute façon, c'est une dictature de la bourgeoisie. Et si demain, il y a un regain de la lutte de classe, nous serons victimes de la répression. Est-ce que ça veut dire que nous souhaitons que les camarades chinois n'aient pas de relations avec les dirigeants réactionnaires français ? Non, pas du tout ! Nous nous en félicitons ! Par contre, si, au nom de ces bonnes relations avec le gouvernement français, les camarades chinois nous conseillaient d'arrêter la lutte de classe et nous privaient de leur soutien effectif, là, ce ne serait plus la même chose, on pourrait se poser des questions.

— Q : Bon. On a vu le tiers monde comme force principale contre les deux superpuissances. Et les autres forces ?

R : Dans les autres forces, il y a évidemment cette zone intermédiaire entre les deux superpuissances et le tiers monde, zone intermédiaire que Mao Tsé-toung avait discernée dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale : les pays d'Europe, le Japon, le Canada. Ces pays, les camarades chinois les appellent le « second monde » : ils sont à la fois impérialistes et à la fois victimes des pressions du chantage, des menaces et des préparatifs d'agression des deux superpuissances.



En août dernier, les Chinois et les Japonais ont signé un traité d'amitié et de paix qui met fin à un état de belligérance qui existait depuis 40 ans.

— Q : Quand les Chinois invitent des représentants bourgeois de ces pays du second monde, ils marquent une nette préférence pour des gens que l'on étiquette généralement de « droite » : Chirac pour la France, Strauss pour l'Allemagne, Heath pour la Grande-Bretagne. Pourquoi cela ? Pourquoi la droite plutôt que la gauche ?



Teng Siao-ping a rencontré, le 21 septembre, à Pékin, Jacques Chirac.

R : Le problème, c'est de savoir ce qu'on appelle droite et ce qu'on appelle gauche ! Nous, nous sommes tout à fait d'accord avec les camarades chinois qui pensent, à juste titre, qu'est de droite tout ce qui est bourgeois. La droite comme la gauche défendent les intérêts de la bourgeoisie, ils défendent un programme bourgeois. Par contre, sur le plan international, il faut étudier les positions des différentes forces de la bourgeoisie. Et force est de constater que sur la question de l'Union soviétique la « droite » est beaucoup plus avisée, c'est bien sûr lié à des intérêts capitalistes, alors que les forces dites de gauche entretiennent des illusions sur l'Union soviétique, endorment les gens avec la prétendue détente et préconisent le renforcement des relations économiques qui profitent à l'Union soviétique. Alors, droite ou gauche, ça ne veut pas dire grand-chose. Maintenant, si les dirigeants des partis de « gauche » prennent des positions plus fermes par rapport à l'Union soviétique, il est probable que demain ils seront eux aussi invités en Chine.

— Q : Justement, on parle beaucoup, dans la presse française d'une reprise des relations, au niveau des partis, entre le Parti communiste chinois et les partis révisionnistes d'Europe de l'Ouest. Alors, qu'est-ce qu'il en est exactement ?

R : De parti à parti, on peut dire avec certitude qu'il n'en est pas question. La preuve, c'est qu'une délégation de notre Parti a été reçue une nouvelle fois par le Parti frère chinois, et que les camarades chinois nous ont réaffirmé qu'ils considéraient les partis révisionnistes d'Europe occidentale comme des partis révisionnistes. Il est exclu que des relations s'établissent, au niveau des partis, avec eux. Par contre, il est possible – et nous-mêmes nous le souhaitons – que les partis qui ont des divergences avec l'Union soviétique, ceux que l'on appelle eurocommunistes, que ces partis qui souhaitent avoir de meilleures relations avec la Chine soient invités en Chine dans le cadre des relations d'amitié du peuple chinois avec les pays du second monde. Dans ce cadre-là, ce serait une très, très bonne chose ! D'ailleurs, Carrillo a déjà été en Chine dans ce cadre-là. Ce n'est pas pour autant que les relations de parti à parti ont été rétablies avec le parti espagnol. Pourquoi ? Parce que la politique des camarades chinois est fondée sur les principes et que les partis eurocommunistes ont abandonné les principes fondamentaux de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Et cela, ils ne peuvent pas l'accepter. Ce n'est pas le cas des Yougoslaves ou des Roumains, par exemple.



Le président Houa Kouo-feng et le président Nicolas Ceaucescu à Bucarest, le 17 août 1978.

— Q : Justement, à propos de la Yougoslavie. Il est clair que la Yougoslavie joue un rôle important dans le mouvement des non-alignés et dans la lutte contre les deux superpuissances. Mais longtemps on a considéré ce pays comme un pays capitaliste et Tito comme l'ancêtre du révisionnisme moderne. Alors, pourquoi est-ce que les Chinois considèrent maintenant la Yougoslavie comme un pays socialiste et la Ligue yougoslave comme un parti frère. Est-ce qu'il ne suffirait pas de la considérer comme un pays ami, mais non socialiste ?



Le Parti communiste chinois reconnait la Ligue des communistes yougoslaves comme un parti communiste.

R : C'est une question assez compliquée, que nous-mêmes nous étudions pour la bonne raison que nous ne reconnaissons pas, à l'heure actuelle la Ligue youloslave comme un parti communiste. Ceci dit, notre position à nous n'a jamais été très approfondie, elle a été la continuité des prises de position du PCF sur cette question là. Ce que nous pouvons dire, c'est que les camarades chinois nous ont fait part d'une étude extrêmement sérieuse qu'ils ont faite sur le parti yougoslave et sur l'histoire des relations entre lui et le Parti communiste d'Union soviétique. Vous savez que le Parti communiste yougoslave a été exclu du Mouvement communiste par une réunion du Kominform qui s'est tenue en 1948 et qui, sous l'impulsion des Soviétiques, a condamné en plusieurs points le parti yougoslave, au nom de la théorie marxiste-léniniste, mais sans argumentation vraiment sérieuse. Le gros reproche qui était fait au parti yougoslave, c'était de s'opposer à la baguette soviétique. Car déjà à cette époque l'Union soviétique avait la prétention de diriger les autres partis à la baguette, ils l'ont fait aussi avec la Chine. Et les Yougoslaves ont refusé.

A cette époque là, les camarades chinois avaient beaucoup à faire, ils étaient en pleine guerre de libération, ils n'étaient pas au courant de ces questions. Mais quand ils ont été au courant, ils ont émis des réserves. Et en 1956, après le coup d'éclat de Khrouchtchev, les camarades chinois ont posé le problème des Yougoslaves devant le Mouvement communiste international. Ils ont dit que Staline avait commis des erreurs à l'égard des Yougoslaves.

— Q : Peut-être. Mais à partir de 1957, les Chinois ont attaqué Tito comme révisionniste. Et en 1963, ils ont écrit une petite brochure intitulée « La Youloslavie est-elle un pays socialiste ? » Et la réponse était claire et nette : c'était non !

R : C'est vrai. Les camarades chinois disent qu'à ce moment-là, la situation de la Yougoslavie leur semblait très mauvaise. Mais ce qu'ils critiquaient surtout à travers la Yougoslavie, c'était Khrouchtchev. Depuis ces dernières années, ils ont multiplié les enquêtes. Nous serons d'ailleurs amenés à faire état de ces enquêtes dans la presse.

— Q : Une dernière question. Au début de l'été dernier la Chine a cessé son aide économique à l'Albanie et au Vietnam. Sur le plan des apparences, ça rappelle fortement la rupture de l'aide soviétique à l'Albanie et à la Chine. Est-ce qu'on peut faire une comparaison de ce style ?

R : Pour ce qui est du Vietnam, d'abord. Pendant la guerre de libération du Vietnam, les Chinois ont fourni un très gros effort. D'autant plus lourd que la Chine est un pays pauvre. D'ailleurs, Mao Tsé-toung lui-même avait conseillé aux Vietnamiens de demander plus à l'Union soviétique. Mais l'Union soviétique ne voulait pas aider davantage le Vietnam. Ce qui fait que les Chinois ont fait de gros sacrifices. Ils ne tiennent bien sûr pas à faire dépendre des pays amis de leur aide. Et il est évident qu'à partir du moment où, publiquement, les Vietnamiens se mettent à attaquer les Chinois et à appeler les pays voisins d'Asie à combattre l'« hégémonisme chinois », à considérer la Chine comme une « ennemie », – et ce sont les Vietnamiens qui en ont pris l'initiative, – comment peut-on demander au peuple chinois de continuer à faire des sacrifices pour un pays qui appelle à le combattre ?

– Q : Et pour l'Albanie ?

R : C'est un peu le même problème. Si on prend l'exemple de l'aide soviétique à la Chine : avant la suspension de l'aide, la Chine n'avait jamais traité l'Union soviétique comme un ennemi sur le plan international. L'Albanie s'est lancée dans des attaques virulentes contre la Chine, en traitant la Chine et le Parti communiste chinois de contre-révolutionnaires. Ceux qui ont été en Albanie savent que les Chinois ont livré à l'Albanie un matériel ultra-moderne – à la différence de ce qu'avait fait l'Union soviétique – des techniciens qualifiés aussi... des choses qui manquaient en Chine. Alors, est-ce qu'il fallait poursuivre l'aide à l'Albanie. Donner une aide à un pays qui objectivement favorise les menées de l'Union soviétique. On ne peut pas donner comme ça une aide importante à un pays qui vous agresse !

– Q : Est-ce que cette suppression de l'aide, ce n'est pas une pression exercée par les Chinois pour faire plier la direction albanaise et l'obliger à adopter les thèses chinoises ?

R : Le Parti communiste chinois n'a jamais exigé d'aucun parti qu'il change ses positions. Les entretiens de parti à parti avec les camarades chinois sont toujours des entretiens fraternels. Ils donnent leur point de vue, sans exiger rien en retour. On ne peut pas dire que les Soviétiques ont procédé de la même façon. Les camarades chinois n'ont jamais marchandé les positions albanaises. La vérité, c'est que depuis très longtemps des divergences politiques profondes existent entre les Albanais et les Chinois. C'est comme avec les Vietnamiens : ça n'a pas empêché les Chinois d'aider pendant longtemps les Vietnamiens ! Évidemment, il y a une limite.


Un exemple d'aide désintéressée de la Chine au tiers monde : la construction de la ligne de chemin de fer Tanzam de la Zambie à la Tanzanie. Ici, le président Kaunda (Zambie) et le président Nyerere (Tanzanie) avec Pu Ke, le chef du groupe des travailleurs chinois.

40e Congrès de la CGT

Editorial

Lutter avec qui et comment ?

Le mouvement ouvrier spontané s'exprime par des grèves à caractère économique : lutte contre les licenciements, le chômage, pour les salaires, etc.

Dans l'organisation de ces luttes, leur coordination, leur développement, le syndicat, de la section à la confédération doit jouer le rôle de locomotive.

Il doit être dynamique, démocratique, il doit s'appuyer sur les masses. Le syndicat est un instrument essentiel de l'organisation de la résistance à l'oppression capitaliste et d'éducation des travailleurs sur le lieu de travail.

Le congrès du syndicat qu'il soit de branche ou confédéral doit donc faire le bilan détaillé et approfondi des luttes, de leurs points forts et de leurs points faibles, du positif et du négatif.

Le congrès doit être un temps fort dans l'élaboration, la critique et l'autocritique du programme revendicatif.

Le congrès doit de ce fait vérifier si le programme revendicatif correspond aux aspirations profondes des travailleurs et en premier lieu des ouvriers d'usine et des chantiers. Ceci n'a rien d'extraordinaire pour un syndicat prolétarien, lié aux luttes de tous les jours des travailleurs.

En ce qui concerne le 40e congrès de la CGT, jusqu'ici aucun texte confédéral, aucune contribution n'analyse ni ne parle des luttes qui ont eu lieu depuis le précédent congrès fin 1975.

A croire que le black-out (silence) doit être fait sur ces luttes, sur la participation de la CGT à ces luttes.

Le souci du bureau confédéral semble être de lancer un débat tous azimuts suffisamment vague, mais suffisamment clair tout de même pour éviter d'aborder les questions embarrassantes.

Le bureau confédéral, Georges Séguy ainsi que d'autres dirigeants de la CGT appellent à « s'unir », à « lutter ». Fort bien, direz-vous et nous avec, voilà qui correspond aux nécessités de l'heure.

Mais ce discours ressemble plus aux imprécations des organisations d'anciens combattants d'avant 1939 qui parlaient toujours d'action, qui n'en faisaient quasiment jamais et qui ne voulaient surtout pas remettre en cause la société capitaliste.

La classe ouvrière, les travailleurs veulent autre chose que des discours, ils veulent des propositions concrètes de lutte pour faire reculer les patrons et le gouvernement.

Or, si l'on examine l'orientation qu'ont impulsée les dirigeants confédéraux de la CGT, sur la question des luttes revendicatives (sans parler de leur ligne générale de soutien à l'Union de la gauche dont nous parlerons ultérieurement), on peut facilement constater que ces luttes ont été systématiquement morcellées. Pour ne remonter qu'au printemps dernier, voyez celles qui se sont étalées pendant plusieurs mois dans les hôpitaux : elles sont restées isolées les unes des autres. Les hôpitaux se sont mis en lutte dispersés, hôpital après hôpital, et ils ont repris, en général sans avoir rien obtenu.

Voyez Renault : Cléon et Flins sont restés isolés, l'une par rapport à l'autre et aussi par rapport à toutes les usines Renault. Que les travailleurs de telle usine rencontrent ou rendent visite à ceux d'une autre, pas question ; cela est l'affaire du syndicat. On se souvient des violentes attaques lancées contre les essais de coordination de boites en lutte (autour de Lip par exemple) mises en place justement parce que les confédérations maintenaient cloisonnement et dispersion.

Plus récemment, les centres de tri PTT en sont un exemple frappant : tel centre luttait sans savoir que d'autres faisaient de même, et les postiers autres que ceux du tri, ignoraient tout de ces luttes ! Ne parlons pas des écoles ou le morcellement est encore plus flagrant !

C'est bien cette réalité que le bureau confédéral veut cacher. Elle prouve qu'il n'est pour la lutte qu'en parole et qu'en fait de démocratie, il en est une qu'il refuse d'organiser, celle qui permettrait aux travailleurs de prendre leur lutte en main eux-mêmes : qu'il s'agisse des comités de grève, des coordinations de luttes reposant sur les travailleurs en lutte eux-mêmes, c'est une constante de la direction confédérale que de s'y opposer avec la plus grande vigueur !

Voilà une question clé, une question qu'il faut poser, sinon dans ce congrès, du moins dans sa phase préparatoire : c'est la question de la direction des luttes.

Selon nous, elle doit appartenir aux travailleurs en lutte. Le syndicat devrait justement y veiller, aider les travailleurs à la prendre en main, à la coordonner avec celle d'autres travailleurs. C'est ainsi que la masse des travailleurs s'éduque, que leur unité se forge et qu'ainsi s'accumulent les forces pour affronter le capitalisme.

C'est cela la démocratie à laquelle aspirent les travailleurs, les militants de la CGT en tout premier lieu. La *Vie ouvrière* en témoigne : quand les militants parlent de démocratie, ils ne parlent pas seulement du droit de s'exprimer, ils parlent surtout de qui décide, qui commande, qui dirige.

C'est cette démocratie là qu'il faut conquérir car les faits montrent que la direction confédérale ne songe nullement à l'accorder ni aux militants, ni plus généralement aux travailleurs !

Yves LEPIC

Postiers, cheminots

La base veut lutter pour ses revendications

Ces dernières semaines montrent que le troisième plan Barre a bien du mal à passer. Les grèves et les actions se succèdent. Des secteurs entiers sont en lutte : depuis la rentrée, professeurs, élèves, parents d'élèves, personnel de service se battent pour des créations de poste ; plusieurs centres de tri se sont mis en grève, et à la SNCF, après les journées d'action, la lutte continue dans plusieurs gares.

La combativité est grande et les premiers succès partiels entretiennent une certaine mobilisation, en particulier à la SNCF où des grèves-surprise ont suivi les journées d'action nationales.

Une profonde volonté de lutte

La concertation lancée dès la rentrée entre le CNPF et les confédérations syndicales n'a pas empêché la colère des travailleurs de s'exprimer, et de s'exprimer dans l'action. Ce qui est notable, c'est qu'après les actions qui se sont développées dans le textile, la sidérurgie ou la navale, ce sont les travailleurs du secteur public et nationalisé qui sont en pointe : dans l'enseignement, les grèves se poursuivent dans tous les secteurs depuis la rentrée ; aux PTT après la grève des préposés à la suite de la mort d'un facteur, ce sont les centres de tri qui sont bloqués par la grève dans plusieurs villes et à Paris, pour réclamer des effectifs supplémentaires : à Créteil et à Pontoise, ils reprennent le travail après avoir obtenu satisfaction, et Paris-Brune prend le relais. Les éboueurs parisiens ont déclenché une grève par roulement et les travailleurs de l'ANPE ont mené des actions les 11 et 12 octobre. Tout cela montre une combativité réelle.

Ainsi, à la SNCF, ce sont d'abord les cheminots des lignes normandes qui arrêtent le travail à une très forte majorité pour empêcher la SNCF de supprimer un conducteur sur les trains postaux (il serait remplacé par un agent PTT) ; une grève sans préavis et illimitée. Cette grève est reprise au niveau national d'une manière très combative quelques jours plus tard, à tel point que les syndicats CGT, CFDT et autonome doivent envisager une nouvelle action. La direction recule sur les trains-postaux et accepte de discuter. Les syndicats annulent le mouvement mais la combativité reste pourtant très grande chez les roulants, et quelques jours plus tard, les cheminots de Saint-Lazare se remettent en grève pour imposer la levée de la sanction contre un de leurs camarades accusé d'être responsable d'un accident, et au même moment, les cheminots de Saint-Étienne occupent leur gare malgré les directions confédérales pour protester contre des suppressions d'emploi...

Quant aux directions fédérales et confédérales de la CGT et de la CFDT qui, après les grands discours de la rentrée (« *ou subir, ou s'unir et lutter* » proclamait Séguy), elles n'ont pris aucune initiative pour coordonner et amplifier ces luttes ; au contraire, dans les PTT en particulier, les centres de tri qui luttent ou qui ont lutté sont restés très isolés et sans coordination. A la SNCF, les agents des gares, appelés à se mettre en grève après les roulants, se sont sentis beaucoup moins concernés par ce qui leur est apparu souvent comme une grève de 24 heures de plus.

Des succès significatifs

Et pourtant, le gouvernement a reculé, fort vite sur un axe qui est pourtant son axe principal aujourd'hui : rentabiliser en restructurant et en supprimant des emplois. Ainsi les postiers de Créteil ont obtenu la quarantaine de postes qu'ils réclamaient en deux jours de grève. Ce n'est que partie remise, bien sûr, mais cela montre à quel point il redoute une globalisation des luttes contre son plan d'austérité. Même patron, même combat, il sait que les milliers de travailleurs menacés par le chômage ou dont la charge de travail est accrue pour augmenter les profits peuvent s'unir, et bien que les confédérations syndicales s'opposent à des actions globales et durables pour l'emploi, le gouvernement a préféré lâcher du lest. Ces premiers succès même partiels doivent être un encouragement pour tous, car ils montrent où est la voie pour gagner.

Claire MASSON



La combativité reste grande chez les roulants

Pontoise et Paris-Brune : deux façons de mener une grève. Pontoise, les syndicats s'appuient sur la fraction combative pour rallier à elle les indécis et gagne. A Brune, dirigeants syndicaux CGT et FO s'appuient sur les indécis et empêchent la grève de se développer.



Sidérurgie

Une grève coupée dans son élan

Indiscutablement, la journée de lutte du 25 septembre répondait à l'attente des sidérurgistes. Ceux-ci ont tiré les leçons de ce qui s'est passé l'année dernière à Usinor-Thionville. *Seule la lutte* dans l'unité et dans l'ensemble des usines *peut faire échec* au sinistre *« plan acier »* des patrons et du gouvernement.

L'unité existait-elle le 25 septembre ? En apparence, oui. Le mot d'ordre de grève était lancé par l'ensemble des syndicats du groupe Sacilor-Sollac, y compris FO et la CGC. *Mais s'agissait-il vraiment d'unité pour la lutte ?* Pour répondre à cette question, voyons ce qui s'est passé.

Il est incontestable que *les militants de la CFDT ont jeté toutes leurs forces* dans la balance pour assurer le succès de cette journée.

D'ailleurs, un responsable fédéral, venu présenter les positions de la direction CFDT (très « compréhensives » à l'égard du plan acier comme l'a exprimé à plusieurs reprises Chérèque par exemple, dans une interview à *Libération* le jour même de la grève en Lorraine) s'est fait conspuer par les militants.

Côté CGT, les dirigeants du genre Séguy tiennent de grands discours, mais en pratique, aucune mesure concrète n'avait été prise pour mobiliser sérieusement les militants. De plus, la direction CGT s'est opposée catégoriquement à la poursuite de l'action sans donner d'autres perspectives, sous prétexte de ne pas courir à l'aventure. Disons le tout net, cela a posé de sérieuses questions à bien des sidérurgistes ; les adhérents et militants CGT ne sont sans doute pas les derniers à avoir leur avis à ce sujet et à souhaiter que cela soit discuté, pour que ça change dans leur syndicat.

Prenons un exemple : *Où étaient les responsables CGT l'après-midi du 25 ?* Pas sur le terrain de la lutte, mais à Metz, à la manifestation-promenade organisée par le PCF pour déposer une motion au conseil régional où de grands phraseurs « se penchaient » ce jour-là sur le sort de la Lorraine. En mobilisant ses militants et sympathisants à Metz, *en dehors de la sidérurgie*, au lieu de les appeler, au contraire, à renforcer l'action sur les lieux de travail, le *PCF a joué la division* des forces plutôt que travaillé à l'unité.

Tout le monde sait que des désaccords se sont révélés dans l'action, notamment à propos de *l'occupation de l'autoroute*. Comme à Usinor-Thionville, le 6 mai 1977, certains responsables CGT ont crié au gauchisme. Pour défiler, d'accord ! Mais dès qu'il s'agit d'une action non autorisée, ces messieurs crient à l'aventure ! Est-ce aussi l'avis des travailleurs ? Sûrement pas. Ceci dit, personne ne prétend que bloquer une autoroute soit suffisant pour faire reculer la bourgeoisie. Mais c'est une forme d'action qui permet *d'alerter rapidement la population* et qui peut favoriser le développement de la lutte dans les usines. Les petits paysans n'ont-ils pas déjà bloqué des routes et des voies ferrées ? Les petits viticulteurs, eux, ont pris le fusil en 1976, et les tanneurs du Puy ont récemment obligé Barre à se sauver par une porte dérobée. Ce qui compte ce n'est pas de savoir si une action est autorisée ou non par la bourgeoisie, c'est *de la décider ensemble*, et de la mener dans l'unité *contre l'adversaire commun : le capitalisme exploiteur. Légale ou pas,* la lutte des sidérurgistes est légitime, et la population l'approuve.

Pour les travailleurs de Sacilor-Sollac, la journée du 25 a été , malgré tout, *largement positive*, et beaucoup sont convaincus qu'on pouvait aller plus loin. Il n'empêche qu'ils se posent des questions. *« Est-ce qu'on va recommencer les journées d'action sans lendemain, les défilés-promenades, ou même les « montées à Paris » sans lutter dans les usines. Est-ce qu'on va nous refaire le coup d'Usinor-Thionville et attendre que des paquets de licenciements nous tombent dessus ? »*

Seule *la lutte dans l'unité* pourra faire échec aux licenciements massifs que préparent les patrons. Pas l'unité sur le papier ou l'unité dans les discours, mais *l'unité à la base et dans l'action.*

Correspondant HR-Uckange



Le lundi 25 septembre, l'autoroute bloquée près de Thionville par les sidérurgistes. Ce jour-là, plus de 25 000 travailleurs faisaient grève et manifestaient en Lorraine, contre le plan acier présenté la semaine précédente par le gouvernement : un plan qui prévoit des milliers de licenciements.
Ce jour-là, c'était un mouvement comme on n'en avait pas vu depuis longtemps, une combativité que la semaine précédente ne laissait pas prévoir.
Mais ce mouvement fut sans suite : il n'y eu pas d'appel à poursuivre...

Les luttes à l'école

Les conditions de la rentrée scolaire suscitent le plus vif mécontentement parmi les enseignants, les parents et les élèves.

Plus de trois cents écoles primaires en France ont été occupées par les parents et les enseignants, ce mois-ci, pour exiger la nomination d'instituteurs et s'opposer à la fermeture de classes.

Non aux effectifs surchargés

Du reste, c'est dans le primaire et en maternelle que la participation des parents est la plus active. Ce mouvement a été particulièrement fort dans deux départements de la région parisienne, dans le 93 (Seine-Saint-Denis) et dans le 95 (Val d'Oise). Néanmoins, le reste de la France est touchée également et les revendications ne sont pas toujours satisfaites. Ainsi, à Roubaix, dans le Nord, les parents et les enseignants occupent l'école Henri Carrette pour que la zone à laquelle appartient cette école soit déclarée prioritaire. Les parents d'élèves et les travailleurs du quartier ont joué un rôle moteur dans la mobilisation et l'occupation.

Non aux licenciements des maitres-auxiliaires

Les maitres-auxiliaires en poste l'année dernière ne sont pas tous réemployés cette année. C'est pourquoi des maitres-auxiliaires d'Ille-et-Vilaine ont occupé le rectorat de Rennes, le vendredi 6 octobre.

Cependant, la vigilance doit rester à l'ordre du jour, car Beullac satisfait souvent les revendications des établissements les plus actifs, leur donne les professeurs exigés, par exemple, mais retire ces professeurs à d'autres bahuts. Bref, il déshabille Paul pour habiller Pierre.

L'insécurité dans les collèges

De nombreux collèges ne possèdent pas les règles élémentaires de sécurité.

Les CET/LEP sont souvent les plus mobilisés sur les défauts de sécurité. A Chérioux, à Vitry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, les élèves du CET et du lycée technique, après avoir fait la grève générale, poursuivent actuellement une grève des ateliers parce qu'ils risquent quotidiennement l'électrocution entre autres.

Les professeurs de gymnastique s'opposent au plan Soisson

Les professeurs de gymnastique sont à peu près les seuls à poursuivre des actions nationales coordonnées.

La journée du 13 octobre était une journée de mobilisation nationale.

La volonté de poursuivre la lutte

« le ras-le-bol » des enseignants et des élèves est manifeste. Cependant, cette volonté de poursuivre la lutte se heurte au manque de coordination et de perspectives. Si les professeurs de gymnastique ont décidé une journée d'action par semaine jusqu'à la discussion à l'assemblée parlementaire du budget, les lycéens sont parfois obligés de reprendre les cours. La journée du 13 octobre est un exemple significatif de la situation actuelle. Les directions syndicales ont tout fait pour enfermer chaque catégorie dans une manifestation bien à part. Il ne faut pas mélanger les torchons et les serviettes ! Le matin, rendez-vous pour les lycéens, autre rendez-vous également pour les professeurs du SNES, du SGEN, du SNEPT et pour le personnel du SGPEN des académies de Paris, de Créteil et Versailles. L'après-midi, autre rendez-vous pour les professeurs de gymnastique du SNEP et du SNEEPS.

Beaucoup de manifestants, professeurs et lycéens, sont parvenus à surmonter ces divisions en ralliant l'après-midi la manifestation des professeurs de gymnastique aux cris de *« Unité, unité »*.

L'ampleur de cette manifestation était remarquable, plus de 25 000 participants. On remarque, à cette occasion, que le cortège de 3 000 lycéens du 5 octobre est passé à plus de 10 000 le vendredi 13 octobre. Donc, si certains lycéens sont obligés de reprendre les cours, ils ne baissent pas pour autant les bras. Les enseignants ont montré aussi leur détermination à imposer leurs revendications.



Plus de 300 écoles primaires ont été occupées par des parents ce mois-ci.

L'ASSU et le plan Soisson

Avant les professeurs de gymnastique étaient payés pour 20 heures qui se répartissaient ainsi : 17 heures de cours plus 3 heures d'ASSU.

Maintenant, avec le plan Soisson, les professeurs sont toujours payés pour 20 heures (les deux heures supplémentaires étant un autre fait), mais la répartition se fait ainsi : 18 heures de cours, plus deux heures d'ASSU.

L'ASSU étant la seule possibilité pour les jeunes de pratiquer un sport à prix réduit a donc une heure de moins.

Les professeurs de gymnastique sont devant le problème suivant : soit ils font une heure en moins d'ASSU, et ce sont les élèves qui en pâtissent, soit ils continuent trois heures d'ASSU comme avant et ne sont payés que pour deux.

Nathalie VILLOTIERS

«L'arbre aux sabots»

Mieux qu'un bon film

Lors d'une récente interview à *Télérama*, Ermanno Olmi a expliqué qu'il voulait dans ses films *« raconter les histoires des gens qui, pour ceux qui font l'histoire, sont " sans histoires " : employés, ouvriers, entrepreneurs, paysans »*.
Avec *L'arbre aux sabots*, il y a parfaitement réussi.



Le soir à la veillée

La vie d'une communauté paysanne en Lombardie à la fin du XIXe siècle, tel est le thème de son film. Cela peut paraître banal, et pourtant, on vit intensément tout au long de ces trois heures de projection, comme si on était *« de la famille »*, emporté tant par le rythme de l'existence quotidienne de cette communauté que par la beauté des images.

La vraie vie

C'est vraiment la vie de ces paysans qu'il nous est donnée de partager, dans toutes ses difficultés et toute sa richesse. Comme pour ses autres films, Olmi a refusé d'utiliser des acteurs professionnels, voulant faire un cinéma de vérité et, dit-il, *« la médiation de l'acteur professionnel empêche la transmission de la vérité »*. Quoiqu'on pense de cette conception, en l'occurrence, le résultat est excellent.

Il ne nous raconte pas une histoire au sens habituel de ce terme, mais il nous fait pénétrer dans l'intimité d'une constellation de ces petites histoires qui sont le tissu de la vie de tous les jours : les multiples travaux de la ferme, la livraison du grain au propriétaire, la maladie d'une vache, l'histoire d'un amour, les complicités d'un grand-père et de ses petits enfants, les disputes d'un père et de son fils, les repas familiaux et le partage avec un mendiant, la fête du village et les veillées, et bien d'autres choses encore.

La vie des exploités

Cette peinture aux multiples facettes de la vie quotidienne des paysans italiens du siècle dernier fait ressortir la contradiction inconciliable entre les exploités et leurs exploiteurs. D'un côté, les travailleurs sans cesse à l'ouvrage, ne ménageant pas leur peine pour faire rendre à la terre le maximum. De l'autre, le propriétaire oisif qui se contente de parcourir ses terres et d'encaisser, faisant exécuter les basses besognes par un régisseur à sa botte.

Mais malgré la cruauté et la dureté de leur situation, on sent, dans les rapports de ces paysans, et notamment dans leurs relations familiales, beaucoup de tendresse. Pour ces opprimés, la chaleur de leurs sentiments mutuels est l'expression de leur solidarité de classe et tranche avec le style de relations impersonnelles, glaciales et factices qui caractérisent le peu que nous voyons de la vie familiale du maitre.

Chassée par le maître parce que le père avait osé couper un arbre pour y tailler un sabot à son fils, la famille Batisti s'entasse dans la carriole.



Le rôle idéologique de la religion

Certains trouveront peut-être que ces paysans paraissent résignés. Certes, ils ne se révoltent pas, mais pouvait-il en être autrement dans le monde rural à ce moment de l'histoire ? C'est ailleurs que cela bougeait, et Olmi nous le suggère en nous montrant la rébellion qui gronde aux alentours de Milan, mais qui demeure incompréhensible pour ce jeune couple qui en est le témoin par hasard.

Dans l'entretien de cette résignation, la religion joue un rôle déterminant. Le curé est très écouté, plus même on lui demande conseil. Ses conseils sont d'ailleurs reçus comme des directives qu'il ne viendrait à l'idée de personne de contester. Cela transparait à travers toutes les péripéties de l'existence de cette communauté et, peut-être plus encore, dans l'histoire de Batisti, de sa femme et de leur fils Minek qui constitue la trame du film.

L'arbre aux sabots est de ces films qu'on aimerait revoir. Il nous touche par son authenticité et on s'y regarde comme dans un miroir qui nous renverrait notre image d'autrefois quand nous étions des paysans opprimés.

Henri BERTHAULT



Famille de paysans

Les Le Nain

Douleur, dignité, espérance des paysans

Lorsqu'on se trouve devant les paysans des frères Le Nain – puisque ce sont surtout les « tableaux paysans » qui restent attachés à leur nom – on ne manque pas d'être frappé par leur immobilité. On pense aux photos du début du siècle où les personnages posaient dans des attitudes empruntées, le regard fixé sur l'objectif. Il leur manque le mouvement, dirait-on, il leur manque les sentiments, il leur manque la vie.

En fait, il n'en est rien. Il faut s'attarder devant eux pour qu'ils nous laissent apercevoir tout ce qu'ils ont, au contraire, de vitalité contenue, de douleur, de dignité, d'espérance aussi, tout ce qu'ils contiennent de vraie vie.

Le vrai visage des paysans

La peinture des paysans n'est pas une exception à l'époque. Il s'agit même d'une mode à laquelle sacrifient nombre de peintres, des Flandres à l'Italie. Les « gueuseries », les « bamboches », les « beuveries » ou les « drôleries de Flandre » désignent alors ce genre fort répandu où les paysans et les petites gens des villes sont représentés dans des cabarets, des beuveries, dans des scènes souvent grossières. Le paysan, sauf chez les plus grands peintres, est un rustre, rougeaud, grotesque, déguenillé à souhait, emporté par l'agitation ambiante, réduit à n'être qu'une marionnette sans vie propre. Ou bien alors, il s'agit de mendiants comme ballotés par les circonstances, irrémédiablement réduits à la misère.

Rien de tel chez les frères Le Nain. Ici point de paysans ivrognes, point de bacchanales, point de beuveries, point de désordre. Il suffit du décor nu, du pain et du vin pour toute nourriture, des guenilles portées avec gravité, des ruines dans les peintures d'extérieur, pour nous faire percevoir toute la misère mais à la fois toute la dignité des paysans.

La composition des intérieurs autour d'une nappe blanche, l'horizon calme des campagnes, sans monuments fameux, sans effets pittoresques de neige ou de bourrasque, peint dans l'atmosphère d'un jour ordinaire, dans leur simplicité même, sont d'une grande vérité.

Les maisons de pierre avec escalier droit sont les maisons de l'époque de la région de Laon d'où les peintres sont originaires, de même que les ruines causées par la guerre de Trente ans ne sont pas des ruines de convention comme on en trouve ailleurs.

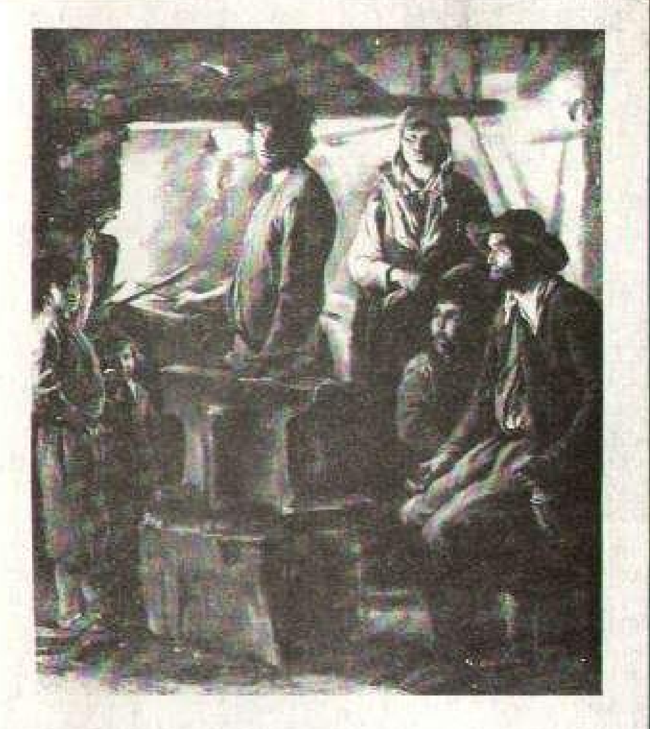
Les trois frères ne font pas de caricature et n'exploitent pas le « pittoresque » du sujet.

Ce qui fait, chez les frères Le Nain, la vérité des paysans, ce n'est pas l'action ou le travail (et en aucun cas l'agitation ou le désordre et l'amoncellement de guenilles), c'est avant tout que ces paysans ont leur visage propre. Chacun des personnages des Le Nain a sa personnalité à lui, existe par lui-même et n'est pas, comme ailleurs, un prétexte au tableau. Même les enfants ne sont pas traités comme des petits êtres joufflus sans caractère ni comme de faux adultes mais comme de vrais enfants pleins de vérité.

La seule signature de Le Nain recouvre en fait le travail de trois frères, Louis, Mathieu et Antoine, qui travaillaient dans un même atelier et collaboraient souvent aux mêmes tableaux.

Les trois frères Le Nain, nés dans une famille aisée de Laon, entre 1600 et 1610, s'adonnent très tôt à la peinture et se retrouvent dans un même atelier à Saint-Germain-des-Prés. Ils y connaissent un succès quasi-immédiat et sont *« recherchés par toutes les personnalités de la Cour »* comme l'écrit un de leurs contemporains. Ils font une brillante carrière dans le Paris de Louis XIII et de Mazarin et font partie, dès sa fondation, de l'Académie royale de peinture et de sculpture, en 1648. La même année, deux des frères meurent et Mathieu reste seul. Il mourra en 1677 ayant, semble-t-il, cessé de se consacrer entièrement à la peinture et laissant une fortune considérable. D'une œuvre qui comporta quelques 2 000 toiles, il n'en reste aujourd'hui que 75.

L'époque des Le Nain est une époque de grande misère pour le peuple pressuré par les impôts de plus en plus nombreux, soumis aux exactions des troupes enrôlées pour la guerre de Trente ans et atteint de plus par plusieurs épidémies de peste. C'est aussi l'époque de grandes révoltes paysannes qui mettent en cause le pouvoir même du roi. En 1636-1637, c'est le soulèvement des Croquants dans tout le Sud-Ouest et le centre du royaume. En 1639, c'est la révolte des Pieds-nus en Normandie où les paysans organisent une véritable armée, *« l'Armée de souffrance »*, pour s'opposer à la répression. La révolte, brutalement écrasée dans le sang, comme le soulèvement des Croquants, renaitra en 1643.



LA FORGE

Les personnages s'arrêtant et attendant les visiteurs

PAYSAN DEVANT LEUR MAISON

Maison du pays de Laon ; les personnages sont là aussi comme surpris et attendent le visiteur



Les paysans des Le Nain semblent silencieusement protester contre la caricature et montrent leur vrai visage d'hommes de peine sereins qui savent résister à la misère et, semble-t-il, sauront se battre pour en sortir.

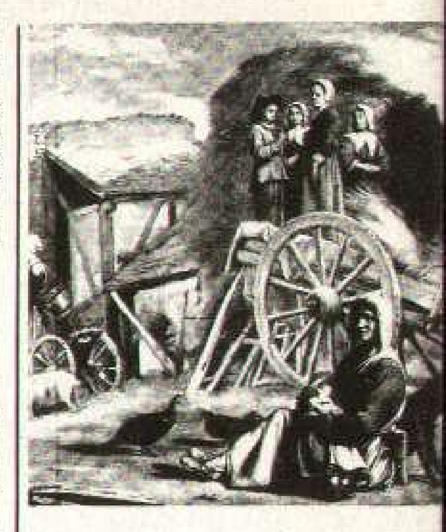
Un regard qui nous concerne

D'habitude, les personnages d'un tableau vivent leur scène sans se soucier du spectateur. Le tableau est proposé comme spectacle, comme objet de contemplation. Chez les frères Le Nain, les paysans, les personnages en général, regardent le spectateur, comme surpris dans leur action. Ce faisant, ils créent un lien avec lui et le spectateur semble devoir entrer dans la scène du tableau et se sent terriblement concerné.

Il ne s'agit pas là d'un jeu, comme quand, à la même époque, l'artiste se représente lui-même tourné vers le spectateur et, avec une sorte de clin d'œil, l'invite à pénétrer. Ici, la vérité des regards ne fait pas de doute. Mais en même temps, ces regards sont suffisamment distants pour que le spectateur ne puisse s'identifier avec les personnages et garde la faculté de réflexion de celui qui observe du dehors.

Par ailleurs, ce regard qui semble accusateur détourne dans un premier temps l'attention du spectateur de la scène pour le porter sur chacun des personnages, ce n'est que dans un deuxième temps, et grâce à la composition de l'ensemble, que la scène est perçue comme un tout. Les frères Le Nain ne peignent pas des scènes champêtres, ils peignent avant tout des paysans que, visiblement, ils connaissent et respectent.

La radiographie du tableau connu sous le nom de *La forge* montre que, dans une première ébauche, le forgeron était tourné vers le foyer, au travail.



Daté de 1641, un des tableaux les plus connus

Il ne s'agissait alors que d'une scène de forge courante à l'époque. Que le forgeron cesse son travail et se retourne vers le spectateur pour le fixer du regard comme dans la toile définitive des Le Nain et il acquiert aussitôt une vie, une intensité que l'action lui aurait fait perdre. Il s'agit alors d'un vrai forgeron et non plus d'un personnage prétexte à une scène de genre et à un jeu de clair-obscur. En même temps, le silence qui s'installe, comme dans nombre de tableaux des trois frères Le Nain, donne toute leur intensité aux personnages, et l'effet de clair-obscur qui conquit Delacroix et Cézanne, lui aussi en devient plus vrai.

Les frères Le Nain, qui appartiennent au XVIIe siècle, ne l'oublions pas, n'ont pas peint de scènes d'émeutes paysannes, ils n'ont pas montré la colère des paysans, mais dans leur vérité simple, dans leur dignité, leurs personnages témoignent, à leur façon, de la misère des campagnes à l'époque. Ils ont le respect de soi-même, ils traduisent comme une volonté de durer malgré tout, la résolution de ne pas se laisser abattre, qui incite à la confiance dans leur avenir.

Pierre DELAUBE



Arrestation par le peuple d'un boulanger qui vend du pain pourri

LE PAIN :
Un symbole

En août, le gouvernement a « libéré » le prix du pain qui était taxé depuis 1793 par la première République. A part l'inévitable hausse du prix du pain et en conséquence, la disparition à plus ou moins long terme des boulangeries de quartier au profit des boulangeries industrielles, cette nouvelle a soulevé peu de réactions parce que le pain, de nos jours, ne représente plus qu'une part peu importante du budget-nourriture tandis que la viande, les fruits et légumes se taillent la plus grosse part.

Et pourtant ! Que de sacrifices, que de morts, que de révoltes et de révolutions se sont effectuées pour le prix du pain quotidien !

Il y a 200 ans, le pain était la principale nourriture de millions de paysans, de petits artisans et d'ouvriers des manufactures : on trempait la soupe, on apportait au champ ou à l'atelier un morceau de pain, jamais bien gros, frotté d'ail, avec un oignon, un petit bout de fromage parfois, de viande jamais. 60 à 80 % du salaire journalier passait à l'achat de pain noir, mélangé de seigle et d'avoine. A cette époque, le paysan récoltait trois à quatre grains pour un de semé. Une fois payés les taxes féodales, les impôts royaux et la dîme du clergé, il ne restait pas grand-chose à manger, encore moins en réserve, les bonnes années et rien du tout les mauvaises.

Une mauvaise récolte et c'était la disette, la famine pour 80 % de la population. Les paysans mangeaient des racines, des écorces, les vagabonds affluaient sur les routes et dans les villes, tandis que des corps affaiblis ne résistaient pas à la moindre épidémie de peste typhoïde ou choléra. On mourrait beaucoup ces années-là, tandis que dans les greniers des châteaux ou des hôtels particuliers s'entassaient les sacs de blé « accaparés » par les nobles et les bourgeois. Ils mangaient du pain blanc, faisaient voler en flèche les prix du blé et affamaient délibérement les paysans et ouvriers sans lesquels leur fortune n'était que du vent.

Aussi pour le paysan, la revendication du pain et celle de la suppression des taxes et impôts exorbitants étaient étroitement liées. Pressurés de partout, par le seigneur, le roi, le curé et le bourgeois, ils éclataient en révoltes spontanées et violentes : les greniers étaient pillés, les maisons des contrôleurs généraux des impôts brûlées, les châteaux menacés. La répression brutale et terrible était sans pitié : rien ne semblait devoir changer le cycle infernal de la misère : l'incertitude du pain du lendemain était toujours là.

La première des tâches, exigée par le peuple sous le « comité de salut public » présidé par Robespierre, fut le « maximum » c'est-à-dire, la fixation du prix du pain. Cela allait bien à l'encontre de la « liberté » définie par la Charte des droits de l'homme et tous les bourgeois se récrièrent : allaient-ils perdre un de leurs plus forts moyens de spéculation ?

Robespierre lui-même était évasif sur cette question et ne fut poussé à agir que sous la pression populaire qui, elle sans attendre, pillait les entrepôts et se faisait justice sur les « accapareurs » qu'elle attrapait. A Lyon, les ouvriers de la soie posaient déjà la question de la « liberté pour qui ? ». Persuadés qu'une liberté indéfinie était nuisible, que la liberté devait avoir des bornes, que la liberté ne devait pas permettre à une partie de la société d'égorger l'autre, en lui disant : tu ne mangeras qu'une telle quantité de pain » ils exigeaient de ce fait la fixation du prix des salaires, en posant comme principe que le prix du salaire soit fixé sur le prix du pain. La bourgeoisie de force dut accepter le « maximum » et par la suite aucun gouvernement ne revint sur la taxation du pain, tant il est vrai que la Révolution leur ouvrait les portes de l'exploitation maximum de la force de travail : ce n'est pas de si tôt qu'elle céderait sur le tarif « minimum » du travail ! La période de l'affrontement entre la classe ouvrière naissante et la bourgeoisie s'ouvrit tout de suite par cette question : un salaire décent pour assurer le pain quotidien. Un siècle et demi plus tard, c'est encore notre combat.

Il reste dans la classe ouvrière et chez les paysans un respect pour le pain : on ne le jette pas à la poubelle, ou on hésite, comme si, dans ce geste on se rappelait de quel prix des millions de travailleurs avant nous avaient dû payer ce pain.

Estelle DELMAS